

Sommaire

Publications du Scérén, p 2 à 5

- La ville et l'école, les nouvelles formes de ségrégation
- Le guide de l'éducation
- Le dictionnaire de l'éducation

Dossier : les métiers territoriaux de l'éducation, p 6 à 26

- I - Lettre au Ministre de la Fonction Publique
- II - Rannell des principes de la fonction publique territoriale

Les rencontres de Chelles, p 27 à 40

- Bulletin d'adhésion 2005
- Compte rendu du colloque
- Assemblée générale de l'ANDEV
- Le nouveau bureau

L'éditorial



Claudine PAILLARD
Présidente de l'Andev

Le congrès de Chelles aura compté pour l'ANDEV, à plusieurs titres :

Tout d'abord, pour ce qui concerne la vie de notre association avec le départ de Francis Oudot, qui a souhaité quitter la présidence. Qu'il soit de nouveau chaleureusement remercié des 12 années qu'il a consacrées au développement de celle-ci. La "Communale" doit beaucoup à la plume de Francis Oudot, qui a accepté de continuer à coordonner la rédaction de celle-ci, comme ce nouveau numéro en témoigne.

L'Assemblée Générale qui s'est tenue lors du congrès a été, par ailleurs, l'occasion de modifier les statuts de l'association pour favoriser une plus grande répartition des responsabilités au sein du bureau, de la commission permanente, et des réseaux régionaux. Elle a, en outre, décidé d'ouvrir l'association aux directeurs d'éducation des départements et aux coordonnateurs de CEL. Ces changements témoignent de la volonté d'élargir notre réflexion tout en maîtrisant ces nouveaux développements grâce à une mobilisation encore plus active d'un plus grand nombre d'adhérents.

C'est aussi en raison de son contenu et de sa tonalité que ce congrès nous aura marqué. L'intérêt qu'a suscité la question de l'intégration auprès des directions de l'éducation révèle une évolution des problématiques de nos secteurs. Progressivement, nos services sont passés d'une gestion "de masse" à une prise en charge véritablement "qualitative". Il ne s'agit plus seulement de répondre aux besoins du plus grand nombre, mais bien d'être en capacité d'adapter nos services à des besoins diversifiés, évolutifs, ne concernant parfois que quelques enfants en mettant ainsi l'humain et les questions sociales au cœur de nos préoccupations.

Enfin, les débats ont mis en évidence que les nombreux dispositifs partenariaux (PEL, CLAS,), s'ils permettent bien souvent de faciliter la cohérence des interventions, cachent parfois un véritable hiatus entre la volonté inscrite dans un projet global, point de départ d'une véritable politique d'intégration, et les difficultés réelles subsistant sur le terrain, tant du point de vue des ressources humaines, que de l'aménagement des espaces ou de l'implication des parents. A ce titre, le renvoi par un grand nombre de directeurs de l'éducation du traitement de ces questions vers la démarche de « veille éducative » encore naissante, signifie peut-être que les dispositifs plus anciens n'ont pas su faire la preuve d'une bonne articulation avec la réalité du terrain.

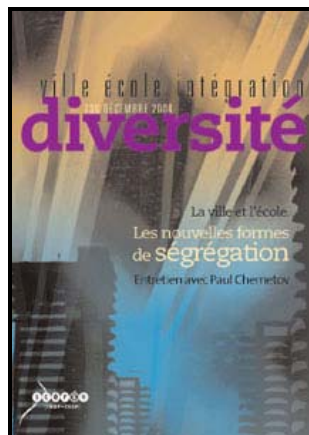
L'ensemble des questions traitées pendant le Congrès a mis en avant la spécificité et l'évolution des métiers territoriaux de l'éducation en renvoyant inévitablement à celle de leur reconnaissance. L'absence de volonté de prendre en compte dans le répertoire des métiers de la Fonction Publique Territoriale d'une "famille éducation" paraît en total décalage avec la réalité des enjeux auxquels nos secteurs doivent faire face. Nous souhaitons que les trente "fiches métiers", proposées aujourd'hui par l'ANDEV dans ce numéro de La Communale, débouchent enfin sur leur prise en considération par le CNFPT et ce, en lien avec la véritable place que les agents et les cadres qui les exercent, occupent dans l'organisation et la mise en œuvre des politiques éducatives de nos collectivités.

PUBLICATIONS DU SCÉRÉN

« Ville-école-intégration-diversité »

N° 139 - Décembre 2004

La ville et l'école
Les nouvelles formes
de ségrégation



Les groupes sociaux semblent s'écarter toujours davantage les uns des autres sous l'effet d'un double choix, celui d'une école réputée et celui de quartiers résidentiels. L'école et le quartier sont donc unis pour le meilleur ou trop souvent pour le pire. Les stratégies familiales de refus de l'hétérogénéité sociale, culturelle ou ethnique, le contournement des règles de la carte scolaire ou la politique de certains établissements qui cherchent à attirer les élèves privilégiés aboutissent à l'existence d'établissements ghettos. Quant aux enclaves protégées et, par conséquent, aux territoires relégués, ils sont le résultat du choix fait par ceux qui peuvent encore choisir.

La ségrégation s'accroît-elle en France ? Quelles en sont les formes anciennes ou nouvelles ? **Diversité** explore les recherches portant sur la division sociale de l'espace, les stratégies de regroupement par défaut ou par choix selon les catégories sociales, la remise en cause du principe de mixité sociale et l'ampleur des processus d'évitement scolaire.

Francis OUDOT, au nom de l'ANDEV, y signe un article sur la spécialisation des espaces éducatifs.

Éditorial, **Marie Raynal**

Entretien, **Paul Chemetov**, architecte

I - Chacun pour soi... et la ville pour qui ?

L'altérité contrariée, Thierry Paquot

Réflexions d'un historien sur la ségrégation

Sociale, Jean-Luc Pinol

Décrochage économique des territoires et

fragmentation sociale, Salima Benhamou

Une mobilité nécessaire mais difficile

Jean-Pierre Orfeuil

Concept, Ségrégation, Hervé Vieillard-Baron

Les villes face à la spécialisation

des espaces éducatifs, Francis Oudot

Interview, Jacques Donzelot

II - L'école dans la nasse urbaine

La ségrégation sociale à l'école :

faits et effets, Marie Duru-Bellat

Offre et « choix » scolaires :

inégalités sociales et territoriales,

Marco Oberti

Repenser le collège unique, source de ségrégations sociales, Bruno Maresca, Guy Poquet

Privé, public et ségrégation scolaire

Catherine Barthou, Brigitte Monfroy

L'évitement scolaire par déménagement

Emre Korsu

L'école à 2 ans : quelle égalité ?

Michel Warren

Questions à... Philippe Meirieu

III - L'évitement des « autres »

Interview, Dominique Dujols

Municipalités, État et hospitalité,

Anne Gotman

Extension des stratégies de contournement

Jacques Barou

Les discriminations dans le logement

Sophie Ebermeyer

Mixité sociale à la ville et à l'école,

Brigitte Tison

Périurbanisation et comportements déviants chez les jeunes en Algérie, Abla Rouag-Djenidi

Une lecture de la ségrégation au Brésil

au regard de la situation française, Hervé Vieillard-Baron, Pedro De Almeida Vasconcelos

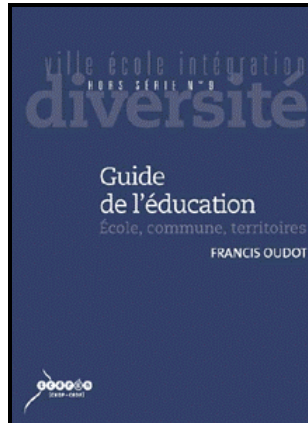
Je... Touche pas à mon camping !

A et Nadia Miri-Régazni

Bibliographie - Fiche documentaire

Voir le bon de commande page 5

Guide de l'éducation
École, commune, territoires
Francis Oudot, président de l'ANDEV, avec l'INJEP et l'ANDEV
Hors-série n° 9



Dans le guide de l'éducation, Francis Oudot décrit et explicite le fonctionnement du système éducatif au sens large, incluant une partie trop méconnue et pourtant majeure de l'éducation. Il clarifie le rôle essentiel des élus chargés de l'éducation et celui des milliers de fonctionnaires territoriaux directeurs de l'éducation des villes en France, qui par l'État. On comprend mieux dès lors combien il est nécessaire de mettre en cohérence les politiques scolaires œuvrent au quotidien aux côtés de l'école et des familles, pour remplir les missions qui leur ont été déléguées et celles des territoires.

Sommaire

PREMIÈRE PARTIE : ÉDUCATION ET SYSTÈME ÉDUCATIF

L'éducation dans le Monde
L'éducation en Europe
Le système éducatif français - Principes et responsabilités
L'organisation de l'appareil scolaire français
Le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Les services déconcentrés de l'Éducation Nationale
Le Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative
Les associations éducatives, de jeunesse et d'éducation populaire
La dépense et le coût de l'éducation

DEUXIÈME PARTIE : LA COMMUNE ET L'ESPACE ÉDUCATIF LOCAL

L'espace éducatif local
La commune et l'école
La gestion communale du service public scolaire et périscolaire
Le Maire agent double du système éducatif
L'Adjoint délégué à l'éducation et les commissions
L'organisation des services municipaux de l'éducation
Les directeurs et chefs des services éducation
Les trente métiers territoriaux de l'éducation
L'innovation éducative locale

TROISIÈME PARTIE : LA COMMUNE DANS L'ESPACE SCOLAIRE ET PÉRISCOLAIRE

Accueil et scolarisation des enfants

L'accueil individuel et collectif avant l'école
La préscolarisation
L'obligation scolaire
La scolarisation des enfants de 2 à 3 ans
Les classes passerelles
La sectorisation scolaire et la stratégie éducative des familles
La carte scolaire
Inscriptions, admission, radiation et gestion des effectifs scolaires

La communauté éducative et son projet

L'équipe enseignante
Le directeur d'école
Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM)
La famille, les parents et leur représentation
Les aide-éducateurs et les assistants d'éducation
Le conseil d'école et le projet d'école

Le fonctionnement de l'école

Construction et restructuration des bâtiments scolaires
Architecture scolaire et établissement du premier degré
Entretien, fonctionnement et utilisation des locaux scolaires
Prévention de l'incendie et des risques majeurs
Fournitures et manuels scolaires
Les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement (TICE)
La caisse des écoles
La coopérative scolaire

Avant et après la classe

Sur le chemin de l'école
La restauration scolaire
La méthode HACCP dans la restauration scolaire
Les activités périscolaires

L'enseignement hors de l'enceinte scolaire

Les sorties scolaires

L'enseignement privé

Le financement des établissements privés du premier degré sous contrat simple ou d'association

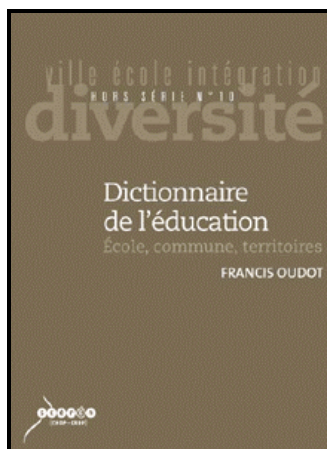
QUATRIÈME PARTIE : TERRITOIRES, PROJETS ET CONTRATS

Éducation et mixité sociale : Les cinq écoles de la république
Le Projet éducatif local
Temps des villes, temps de l'éducation
Les rythmes de l'enfant et du jeune
L'éducation et la politique de la ville
L'éducation prioritaire
Les contrats éducatifs (CEL, CTL, CLAS, CE,...)
Se regrouper pour mieux éduquer
La structuration du territoire éducatif rural
La bonne échelle de territoire

Pour plus d'information sur le site de l'Andev, notamment le sommaire détaillé du guide
<http://www.andev.com.fr/pdf/sommaire.pdf>.

Voir le bon de commande page 5.

Dictionnaire de l'éducation
École, commune, territoires
Francis Oudot,
président de l'ANDEV,
avec l'INJEP et l'ANDEV
Hors-série n° 10



Action éducative, administration, animation, concertation, enseignement public, privé, supérieur, formation, intégration, législation, loisirs, parentalité, pédagogie, personnel, structures, territoire.... sont les thèmes déclinés dans ce lexique indispensable à qui veut décrypter à tout moment le système éducatif français.

Action éducative, administration, animation, culture, enseignement public, privé, supérieur, formation, information, intégration, loisirs, parentalité, pédagogie, personnel, structures, législation et... territoires.

Pour plus d'information sur le site de l'Andev

Télécharger le bon de commande http://www.andev.com.fr/pdf/bon_commande.pdf

Scérén (CNDP CRDP)

Service culture éditions ressources pour l'éducation nationale
(Centre national et centres régionaux de documentation pédagogique)

BON DE COMMANDE

Valable jusqu'au 31 juillet 2005

A copier et à retourner au CRDP de votre académie (adresse sur www.sceren.fr/cndp-reseau)
ou au centre de ressources VEI, 91 rue Gabriel Peri - 92120 Montrouge.
Règlement à la commande par chèque bancaire ou postal ou mandat administratif
à l'ordre de l'agent comptable du CNDP, Trésorerie général de la Vienne.
Code établissement 10071, code guichet 86000, n° de compte 00 001 003 009, clé 71.

Nom/prénom [.....]

Établissement [.....]

N° [.....] Rue [.....]

Localité [.....]

Code postal [.....] Bureau distributeur [.....]

Diversité

Titre	Référence	Quantité	Prix unitaire	Total
Hors série : Le guide de l'éducation école, commune, territoires	755 A0926		20 €TTC	
Hors série : Le dictionnaire de l'éducation école, commune, territoires	755 A0927		15 €TTC	
Ville-école-intégration-diversité La ville et l'école Les nouvelles formes de ségrégation	N° 139 Déc 2004		9 €TTC	

Total à la commande [.....]

Frais d'envoi : 4 €- étranger : 8 €[.....]

Total à payer [.....]

Date [.....]

Signature

Cachet du payeur

DOSSIER

Métiers territoriaux de l'éducation : Les 30 propositions de l'ANDEV

Les collectivités locales consacrent chaque année près de 21 milliards d'euros à l'éducation, dont plus de la moitié pour les seules communes. Pour ces dernières, plus de 60% des 12 000 000 000 € que leur coûte leur politique éducative sont des dépenses de personnel communal. Pourtant il n'y a officiellement ni cadre d'emploi, ni filière d'emploi ni (pas encore) de métier territorial de l'éducation parmi les 270 métiers répartis dans les 57 cadres d'emplois et les 8 filières que compte la fonction publique territoriale. Le transfert des 950 000 TOS de l'état vers les collectivités locales souligne une fois de plus cette incohérence de la FPT.

I - Lettre au Ministre de la Fonction Publique

L'Andev a une nouvelle fois tenté d'attirer l'attention des autorités nationales sur ce sujet, en adressant, en particulier, le 18 mai 2004, un courrier à Mr Renaud DUTREIL, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État en ces termes :

« Monsieur le Ministre,

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale a entrepris, depuis plusieurs années, la mise en place d'un répertoire des métiers de la FPT et a constitué, à cet effet, des pôles de compétences chargés de mettre en place des fiches métiers dans les principales familles d'activités des collectivités locales.

Dans le même temps, les récents débats sur la décentralisation ont montré combien la légitimité des collectivités locales dans le domaine de l'Éducation était mise à mal, alors que les communes notamment financent plus de 40 % du coût de l'école du premier degré, en y consacrant le quart de leur budget, la moitié de leur patrimoine de leur réseau de communication, mais aussi, et peut-être surtout, le tiers de leur personnel.

Parmi ceux-ci, cadres et agents administratifs et techniques municipaux dans les services scolaires et les écoles, figurent notamment les ATSEM (Agents Territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles), dont l'appartenance à la collectivité éducative est inscrite dans la définition statutaire de leur métier.

Depuis plus de 10 ans maintenant, l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des Villes de France, qui regroupe les cadres territoriaux de plus de 650 villes, demande à ce que les métiers de l'éducation soient reconnus dans la fonction publique locale.

Il ne s'agit pas ici de la question de la constitution d'une filière éducative (ou technico-éducative) territoriale, mais la simple reconnaissance des métiers et des savoirs-faire éducatifs dans le « répertoire de la fonction publique territoriale ». En effet, ce dernier ne comporte, à l'heure actuelle, qu'une famille « enfance jeunesse », elle-même d'ailleurs considérée comme une sous-famille des métiers sociaux.

Il s'agit donc d'infléchir la position du centre national de la fonction publique territoriale, qui refuse de créer dans ce répertoire une famille « éducation », regroupant les métiers que les agents et les cadres territoriaux exercent dans le cadre scolaire et, plus généralement, dans celui des institutions éducatives publiques locales.

Cette mesure, qui n'a aucune incidence statutaire, est, à notre sens, indispensable pour la reconnaissance des politiques éducatives des collectivités locales, à travers les moyens et les compétences que les élus locaux mettent en œuvre en ce domaine.

C'est la raison pour laquelle, je me fais l'écho de la demande de l'ensemble de mes collègues, pour que vous interveniez auprès du centre national de la fonction publique territoriale en ce sens et, dans l'attente de votre réponse,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma considération très distinguée... »

Le Président du CNFPT, André ROSSINOT, a bien sur, une nouvelle fois été saisi de cette démarche ainsi que les Associations d'élus (Association des Maires de France, Association des Régions de France et Assemblée des Départements de France).

L'association des Régions de France et l'association des Maires de France ont fait part de l'intérêt qu'ils portaient à cette question, l'AMF rappelant toutefois son opposition de principe à la multiplication des nouvelles filières territoriales.

Quant au Ministre, au Président du CNFPT et à celui de l'Assemblée des départements de France, tout laisse à penser qu'ils n'ont pas reçu ce courrier, du moins est-ce ce qu'on est amené à penser du fait puisqu'ils n'en ont même pas accusé réception...

II - Le rappel des principes de la fonction publique territoriale

· Le Statut

- *La Fonction publique* est constituée d'un ensemble des emplois civils permanents de l'État, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif, ainsi que des établissements publics hospitaliers. Ces emplois sont occupés par des agents ou cadres « fonctionnaires » qui relèvent du droit public et plus particulièrement du statut général des agents des trois fonctions publiques (État, collectivités territoriales et fonction publique hospitalière) résultant de la loi portant droits et obligations des fonctionnaires (dite loi Le Pors).

Celle-ci constitue le titre premier du code de la fonction publique comporte quatre parties dont les dispositions sont applicables à tous les fonctionnaires à savoir : la définition de la qualité de fonctionnaire, les garanties accordées au fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, les dispositions relatives à la carrière des fonctionnaires (recrutement, dossier, discipline, droits...), les obligations du fonctionnaire (discretion professionnelle...).

- *La fonction publique de l'État* regroupe les 3 500 000 fonctionnaires qui ont été titularisées dans un grade de la hiérarchie des administrations centrales de l'État, des services déconcentrés en dépendant ou des établissements publics de l'État (hors les fonctionnaires des assemblées parlementaires, les magistrats de l'ordre judiciaire ou les militaires qui possèdent leur propres statuts). Ces « fonctionnaires d'État » relèvent, outre du titre premier du statut général de la fonction publique applicable à tous les fonctionnaires, de son titre II comportant les dispositions statutaires spécifiques à la fonction publique de l'État.

Ce statut concerne, en particulier, les personnels de l'État affectés au service public d'enseignement, qui relève principalement du Ministère de l'Éducation Nationale, au sein desquels se trouvent les Personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) en cours de transfert vers les départements et les régions.

- *La fonction publique territoriale* regroupe les 1 619 000 agents et cadres titularisés dans un grade de la hiérarchie des administrations des 26 conseils régionaux, des 100 conseils généraux, des 36 773 communes et leurs établissements publics et des offices publics d'HLM. Ces « fonctionnaires territoriaux » relèvent, outre du titre premier du statut général de la fonction publique comme leurs collègues de l'État, mais aussi de son titre III comportant les dispositions statutaires relative à la fonction publique Territoriale.

· Les filières et cadres d'emplois

Les statuts particuliers des emplois de la fonction publique territoriale sont répartis en 8 *filières* (administrative, technique, culturelle, sportive, sanitaire et sociale, animation, police municipale, sapeurs-pompiers). Chacune de ces filières est composée d'un ou de plusieurs cadres d'emploi de catégorie A (cadres), B (encadrement intermédiaire) ou C (employé) ce qui forme, au total 57 *cadres d'emplois territoriaux*.

Il n'y a pas de *filière « éducative »* ni de cadre d'emploi correspondant, dans la FPT, les agents et cadres territoriaux exerçant les fonctions relevant de la mise en œuvre des politiques éducatives locales étant répartis entre les filières existantes, la plus récente de ces dernières étant la filière de « l'animation », dont les liens avec le domaine de l'éducation (particulièrement dans le cadre de l'organisation et de l'encadrement des activités péri et extra scolaires) sont évidents. Ces liens sont si évidents, d'ailleurs qu'on comprend aisément qu'il y ait eu, au moment de sa création, une volonté expresse de ne pas faire figurer le terme « éducatif » dans son appellation.

· **Le Centre national de la fonction publique territoriale et son observatoire**

- Établissement public national chargé de la formation initiale et continue des agents et des cadres de la fonction publique territoriale, le CNFPT est doté d'instances politiques nationales et régionales composées à égalité de représentants des collectivités employeurs et de représentants de leurs personnels et qui déterminent les priorités en matière de formation, d'emploi et de carrière de la fonction publique territoriale.

Son fonctionnement est déconcentré dans ses 28 délégations régionales qui assurent des missions liées à la formation, à l'organisation de concours déconcentrés et à l'emploi territorial. Pour la formation des cadres, il s'appuie sur 4 écoles nationales d'application (ENACT) et sur un institut national des études territoriales (INET).

Le CNFPT s'est doté d'un « Observatoire de la Fonction Publique Territoriale », chargé de recueillir, d'élaborer et de restituer des informations sur l'emploi, les métiers et la formation des personnels territoriaux. Dans le cadre de ses axes de travail prioritaire, l'observatoire s'est fixé pour objectif de réaliser en 2004 une enquête sur l'organisation des services petite enfance-jeunesse-animation-éducation ...

· **Les pôles de compétences**

Constitués au sein des délégations régionales du CNFPT et répartis entre elles, des « pôles de compétences » sont chargés d'établir des « dossier sectoriels ». Il s'agit pour chacun d'entre eux d'étudier la relation emploi-formation en recueillant, en analysant et croisant les indicateurs significatifs sur les évolutions professionnelles de chacun des secteurs de la fonction publique territoriale. Ils sont chargés de « repérer » les métiers territoriaux, et de construire, à partir de l'identification de compétences, une offre de formation adaptée.

Le pôle de compétence « Éducation-jeunesse-animation » est géré par la délégation régionale Picardie. Après une longue gestation il a été le dernier des pôles à être constitué et a principalement œuvré sur la thématique de la famille.

La structuration des métiers territoriaux

· **Le répertoire des métiers territoriaux**

Le recensement des métiers territoriaux a débuté il y a plus de dix ans et se concrétise depuis le début de l'année 2004 sous la forme d'un ensemble de fiches simplifiées (une par métier identifié par le pôle de compétence et validé par les différentes instances du CNFPT), répertorié par champ d'intervention, famille professionnelle espace d'évolution. Ce répertoire est consultable sur le site internet de l'observatoire de la fonction publique territoriale.

· **Les champs d'intervention**

Les métiers territoriaux s'organisent en cinq grands champs d'intervention :

- le pilotage, le management et la gestion des services publics ;
- les politiques publiques d'aménagement et développement ;
- les interventions techniques ;
- les services à la population ;
- la sécurité et la prévention.

On constate d'emblée le manque de cohérence d'une définition et d'une classification des champs d'intervention établie :

- soit *par nature*, à partir de la technicité des interventions des agents au sein des collectivités (pilotage, management, interventions techniques)-héritage de l'ancestral clivage administratif-technique de la fonction publique locale

- soit *par fonction*, à partir des politiques publiques que les agents desdites collectivités sont chargés de mettre en oeuvre, à savoir en fonction du thème de ces politiques (aménagement développement, sécurité prévention), ou en fonction de leur cible (services à la population).

Ce choix est bien sur éminemment stratégique mais donne une vision totalement biaisée de l'action publique territoriale comme résultant d'un mauvais compromis entre une conception « tecnico-technocratique » (qui privilégie des mécanismes jugés structurants du fonctionnement du système) et une conception « politico-politicienne » (qui privilégie les domaines d'interventions jugés « majeurs » des politiques des collectivités).

Résultat : un mauvais compromis qui rend peu crédible la notion même de « champs d'intervention des métiers territoriaux », mais donne par contre une idée assez précise des points sur lesquels se focalisent les principaux groupes de pressions politiques et professionnelles.

Il n'y a donc pas de champ d'intervention « spécifique » aux *politiques publiques d'éducation*

· **Les familles professionnelles**

Chaque *champ d'intervention*, se décline en familles professionnelles, en référence à des « secteurs d'activité officiellement repères et validés » et dans lesquels oeuvrent les agents territoriaux les collectivités locales. En fait, la détermination de ces familles résulte d'une combinaison entre :

- *La définition « administrativo-juridique »* des services publics locaux donnés par le code général des collectivités territoriales (eau et assainissement ; habitat-logement; incendie-secours...)

- *La structuration « statutaire »* de la fonction publique locale qui définit des filières d'emplois constituant, elles-mêmes en terme de « ressources humaines » l'un des trois volets nécessaires (avec la capacité juridique à agir et les ressources financières) à l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences décentralisées.

- *L'offre de formation professionnelle* déjà existante, principalement dans les catalogues du CNFPT qui, tenant compte (normalement) des deux éléments précédents, intègre elle-même les secteurs « politiques » jugés prioritaires et mis en avant par les élus locaux, ainsi que les secteurs « techniques » jugés prioritaires et mis en avant par les organisations syndicales et professionnelles.

Il n'y a pas (encore) de famille professionnelle de l'éducation.

· **Les espaces d'évolution professionnelle**

Chaque *famille* représente un espace d'évolution professionnelle qui est destiné à regrouper les métiers par domaine d'activité et regroupe des métiers réunis par une même finalité de service public et des technicités proches.

Il n'y a pas de famille « éducation », mais par contre une famille « scolaire » dont la définition n'est (encore) pas précisée, pas plus que les éventuels métiers qui sont rattaché à cet « espace d'évolution scolaire ».

· **Les métiers**

Le *métier* constitue regroupe plusieurs emplois dont les activités, le niveau de responsabilité et la finalité sont similaires ou proches.

Le CNFPT a établi un « modèle » de « fiche métier simplifiée » répertoriant les principales données concernant les métiers qu'il a labellisé, codifié (codage numérique). Chaque métier est ainsi caractérisé par :

– *Son intitulé*: appellation la plus objective, représentative des postes qu'elle recouvre et significative du champ d'activité ;

– *Sa définition* : résumé synthétique de la finalité globale et des activités principales du métier

– *Son cadre statutaire* : repérage des catégories (A, B, C), des filières (administrative ; technique ; culturelle ; animation ...) et des cadres d'emplois (attachés, ingénieurs, bibliothécaires, contrôleurs de travaux, ...) les plus communément utilisés dans les collectivités.

Ces métiers font également l'objet de *fiches métiers détaillées* déclinant l'emploi/métier, les activités et les compétences nécessaires.

Il n'y a pas (encore) de « métier de l'éducation » répertorié et validé par le CNFPT, l'un des seuls métiers identifié par lui et qui pourrait y appartenir étant celui d'ATSEM dans le domaine scolaire, mais relevant filière sanitaire et sociale.

La famille des métiers territoriaux de l'éducation proposée par l'Andev

Il semblerait que des contacts aient été établis entre le et certains syndicats professionnels représentant les TOS de l'éducation nationale pour négocier la création d'une filière « technico-éducative » dans le statut de la FPT du fait du transfert de ces personnels de leur transfert vers les départements et les régions dans le cadre de « l'acte II de la décentralisation » (loi du 13 Août 2004). Rien n'a encore réellement filtré pour ce qui concerne les « territoriaux » exerçant dans le premier degré, des missions « comparables » voire identiques à celles de TOS, dont tout le monde semble ignorer l'existence (en dehors des ATSEM qui pourraient intégrer cette future filière).

Ainsi, Indépendamment de cela, la « *famille des métiers territoriaux de l'éducation* » doit permettre de repaier les métiers exercés par les agents et cadres territoriaux dont les fonctions relèvent principalement de la formalisation et de la mise en œuvre des « *politiques éducatives territoriales* » élaborées, dans le cadre des compétences et obligations qui leur ont été conférées en la matière, par les communes, départements, régions avec leurs groupements (dont les EPCI à vocation scolaire) et établissements publics administratifs(dont les caisses des écoles).

III - Les trente « fiches métiers » territoriaux de l'éducation

L'association nationale de Directeurs de l'éducation a ainsi établi une proposition consistant à établir une *famille des métiers* qui pourrait comporter, dans un premier temps une trentaine de métiers « de base » exercés par les agents et cadres territoriaux dans le secteur de l'éducation :

1. **Agent territorial administratif et d'accueil de service scolaire**
2. **Agent territorial d'entretien des écoles**
3. **Agent territorial de service de restauration scolaire**
4. **Agent territorial spécialisé des écoles maternelles**
5. **Animateur territorial d'activités scolaires et périscolaires**
6. **Assistant territorial d'éducation**
7. **Contrôleur territorial de la restauration scolaire déléguée**
8. **Contrôleur territorial des équipements et matériels scolaires**
9. **Contrôleur territorial du service délégué d'entretien des écoles**
10. **Coordonnateur territorial de contrat éducatif local**
11. **Coordonnateur territorial d'accompagnement à la scolarité**
12. **Coordonnateur territorial de veille éducative**
13. **Coordonnateur territorial éducatif de secteur**
14. **Cuisinier territorial (restauration scolaire)**
15. **Directeur territorial de la caisse des écoles**
16. **Directeur territorial de la restauration scolaire**
17. **Directeur territorial de l'éducation**
18. **Éducateur territorial en classe passerelle**
19. **Gardien territorial des écoles**
20. **Programmist territorial pour les espaces scolaires**
21. **Responsable territorial des espaces numériques scolaires**
22. **Responsable territorial de l'achat public de matériels et services pour l'école**
23. **Responsable territorial de production de la restauration scolaire**
24. **Responsable territorial de projets scolaires**
25. **Responsable territorial des accueils périscolaires**
26. **Responsable territorial de service scolaire municipal**
27. **Responsable territorial de site ou d'office de la restauration scolaire**
28. **Responsable territorial d'hygiène, de sécurité et de prévention dans les écoles**
29. **Responsable territorial des transports scolaires et périscolaires**
30. **Responsable territorial du service d'entretien et d'assistance aux écoles**

Les *trente métiers* composant la proposition de l'Andev pour la « *famille des métiers territoriaux de l'éducation* » sont présentés sous la forme de fiches métiers détaillées qui comportent les informations suivantes :

- **Un numéro d'ordre** (voir la liste ci-avant)
- **L'intitulé du métier** (complété, le cas échéant, par une appellation usuelle complémentaire)
- **La description des missions** le plus communément confiées à l'agent ou au cadre qui exerce ce métier.
- **Le positionnement hiérarchique** dans l'organigramme territorial et *les interlocuteurs* habituels de ce cadre ou de cet agent.
- **Le profil statutaire** du fonctionnaire territorial exerçant habituellement ce métier (éventuellement différent selon la nature ou la taille de la collectivité).
- **Des remarques complémentaires** sur ce métier, en particulier sur son existence dans les différents niveaux de collectivité et ou sa comparabilité à un métier équivalent dans la fonction publique de l'État.

Fiche métier N°1

Intitulé du métier : Agent territorial administratif et d'accueil de service scolaire

Description des missions : Agent municipal affecté à la réception du public pour la gestion des tâches d'inscription scolaire et/ou d'inscription au services périscolaires et/ou à celui de la restauration scolaire, et ou d'attribution d'aides individuelle aux parents ou aux élèves (bourses, allocations, dotations matérielles...). Il peut être associé aux tâches de vérification (domicile, vaccinations) et de facturation (cantine, garderie) à l'égard des parents. Il peut enfin recevoir des tâches administratives courantes.

Positionnement hiérarchique : Placé sous l'autorité du responsable territorial du service scolaire et/ou du responsable territorial de l'organisation des services périscolaires et/ou de la restauration scolaire

Interlocuteurs : Parents, Directeurs d'écoles, service état civil, vaccinations, services financiers.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux et, dans les plus petites communes, des adjoints administratifs.

Remarque : Métier équivalent dans les personnels administratifs de l'éducation nationale.

Fiche métier N°2

Intitulé du métier : Agent territorial d'entretien des écoles

Autre dénomination : Agent de service des écoles, Agent spécialisé des écoles élémentaires

Description des missions : Agent municipal affecté dans une école élémentaire et chargé, le plus souvent dans le temps non scolaire, du nettoyage des espaces scolaires (locaux, circulations, mobilier, éventuellement cours des écoles). Dans certains cas, il intervient également, en complément des services des Agents territoriaux des écoles maternelles, pour le nettoyage des locaux de l'école maternelle.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du responsable territorial du service d'entretien et d'assistance éducative des écoles et/ou du service technique chargé des travaux et de l'entretien des bâtiments scolaires.

Interlocuteurs : Les services municipaux, le coordonnateur éducatif de secteur, le concierge ou gardien de l'école, et, plus ponctuellement du directeur d'école.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial appartenant à la filière technique et au cadre d'emploi d'agents d'entretien territorial.

Remarques : De plus en plus couramment les dispositions statutaires sont complétées par un « règlement ou une charte locale » précisant la nature et les modalités d'exercice des missions des agents d'entretien des écoles. Souvent à temps partiel, il peut cumuler ses fonctions avec celles d'agent territorial de service de restauration scolaire.

Métier équivalent dans l'éducation nationale (TOS)-transférés aux départements et régions.

Fiche métier N°3

Intitulé du métier : **Agent territorial de service de restauration scolaire**

Autre dénomination : agent de restaurant scolaire

Description des missions : Agent municipal affecté au service de restauration scolaire d'une école ou d'un groupe scolaire primaire et chargé de participer aux missions de distribution, de service et d'entretien des locaux du restaurant scolaire.

Positionnement hiérarchique : sous l'autorité d'un responsable de site ou d'office au sein du service de restauration scolaire, placé sous la responsabilité d'un directeur de restauration scolaire et/ou d'un directeur de l'éducation.

Interlocuteurs : Les autres membres du service de restauration scolaire, le responsable territorial des activités périscolaires, l'auxiliaire territorial d'intégration, le responsable territorial du service d'entretien et d'assistance éducative des écoles, le coordonnateur éducatif de secteur, les autres services municipaux, le gardien de l'école, et, plus ponctuellement du directeur d'école.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial appartenant à la filière technique et au cadre d'emploi d'agents d'entretien territorial.

Remarques : Souvent à temps partiel, il peut cumuler ses fonctions avec celles d'agent territorial d'entretien des écoles.

Métier équivalent dans l'éducation nationale (TOS)-transférés aux départements et régions.

Fiche métier N°4

Intitulé du métier : **Agent territorial spécialisé des écoles maternelles**

Autres dénominations : ATSEM, dame de service, ASEM (ancien intitulé de l'emploi)

Description des missions : Agent municipal affecté dans une école maternelle et chargé de l'assistance au personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des très jeunes enfants, et à la préparation et la mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement à ces enfants. Il peut être amené à intervenir dans une classe passerelle. Il fait partie de la communauté éducative. Il peut en outre intervenir dans le service de restauration scolaire, et dans les temps périscolaires (matin et soir).

Positionnement hiérarchique : Placé sous la double autorité du responsable territorial du service d'entretien et d'assistance éducative des écoles (direction de l'éducation) et du directeur d'école (durant le temps scolaire) coordonnateur éducatif de secteur.

Interlocuteurs : Le directeur d'école maternelle, les enseignants, les agents territoriaux d'entretien et le gardien de l'école, l'éducateur territorial de classe passerelle, l'auxiliaire d'intégration ou l'assistant d'éducation, le service de restauration scolaire et les autres services municipaux, les parents.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial appartenant à la filière sanitaire et sociale et au cadre d'emploi des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Remarque : De plus en plus couramment les dispositions statutaires sont complétées par un « règlement ou une charte locale » précisant la nature et les modalités d'exercice des missions des ATSEM ainsi que leurs rapports avec les enseignants, les directeurs d'école et les familles.

Fiche métier N°5

Intitulé du métier : [Animateur territorial d'activités scolaires et périscolaires](#)

Description des missions : Agent municipal participant à des interventions et à des animations auprès des enfants ou des jeunes, dans ou hors des établissements scolaires, durant le temps scolaire ou les temps périscolaires (y compris dans le cadre de la restauration scolaire) et même extrascolaires (sous leur propre responsabilité). Les domaines d'interventions peuvent être très variés (activités culturelles, artistiques, sportives, de sensibilisation à la sécurité routière et domestique, à l'environnement, au soutien et à l'accompagnement individuel, etc).

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du responsable territorial des accueils périscolaires de la direction de l'éducation, il est soumis, pendant le temps scolaire, à agrément et placé sous la responsabilité des enseignants. Il est par contre entièrement sous responsabilité municipale dans les temps non scolaires

Interlocuteurs : Directeur de l'éducation (conjointement avec ceux de l'enfance ou de la jeunesse, des sports, de la culture ou de l'animation), directeur d'école et enseignant (durant le temps scolaire), auxiliaire territorial d'intégration, parents.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial pouvant relever de la filière de l'animation et de l'emploi d'adjoint ou d'agent territorial d'animation (le plus souvent), ou de la filière sportive et de l'emploi d'éducateur territorial des activités physiques et sportives.

Remarque : La fonction d'animateur territorial d'activités scolaires, périscolaires ou extrascolaires est encore souvent remplie par des agents vacataires, titulaires de diplômes du secteur de l'animation (BAFA par exemple).

Fiche métier N°6

Intitulé du métier : [Assistant territorial d'éducation](#)

Description des missions : Agent municipal chargé de participer à l'intégration d'enfants ou de jeunes handicapés dans l'ensemble de ses activités éducatives. Il intervient en l'absence ou en complément d'assistant d'éducation-auxillaire de vie scolaire dans le temps scolaire, et soutient, accompagne également l'enfant handicapé pendant les temps périscolaire (y compris la restauration scolaire) et dans les activités de loisirs organisées par la collectivité territoriale.

Membre de la communauté éducative, il agit suivant les indications définies dans le projet individuel d'intégration

Positionnement hiérarchique : sous la double autorité du directeur d'école et de la direction de l'éducation durant le temps scolaire, et sous la seule autorité municipale hors temps scolaire.

Interlocuteurs : Responsable du service scolaire, responsable des accueils périscolaires, directeur d'école et enseignants, parents, associations et services spécialisés d'intégration.

Profil statutaire : Emploi nouveau relevant, le plus souvent d'un contrat emploi jeune. Peut également relever de la filière de l'animation et de l'emploi d'agent territorial d'animation, ou de la filière médico-sociale secteur social et des cadres d'emplois de moniteurs-éducateurs, ou d'agents sociaux.

Remarques : Métier référencé dans la famille « enfance –jeunesse » .

Métier comparable dans l'éducation nationale (Assistant d'éducation AVS)

Fiche métier N°7

Intitulé du métier : Contrôleur territorial de la restauration scolaire déléguée

Description des missions : cadre territorial chargé de définir, suivre et contrôler les différents éléments de la prestation assurée par le délégataire du service de restauration scolaire. Son activité est fonction du type de contractualisation (livraison des repas, affermage, concessions, assistance technique).

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Directeur de l'éducation ou du responsable des achats publics.

Interlocuteurs : Services municipaux, entreprise délégataire, services vétérinaires...

Profil statutaire : Le contrôleur de la restauration scolaire déléguée relève de l'une des filières administrative, médico-sociale ou technique et de l'un des cadres d'emploi des attachés, rédacteurs, rééducateurs, ingénieurs, techniciens supérieurs ou Contrôleurs de travaux.

Remarque : Métier équivalent dans le répertoire des métiers territoriaux, secteur de la restauration collective.

Appelé à se développer dans les départements et les régions, suite au transfert du service d'accueil et de restauration scolaire à leur profit.

Fiche métier N°8

Intitulé du métier : Contrôleur territorial des équipements et matériels solaires.

Description des missions : Cadre territorial chargé de veiller au respect des normes d'installation des matériels, structures, équipements acquis par la collectivité locale (ou par l'établissement, avec des crédits de la collectivité) et installés dans les enceintes scolaires. Il effectue également une visite périodique pour vérifier le maintien en conformité aux normes et le bon état d'entretien desdits matériels et équipements. Il peut intervenir directement en cas de petits problèmes faciles à régler. En cas de défaillance avérée, il en avertit le chef

d'établissement, et provoque si besoin, l'intervention d'entretien ou d'enlèvement qui s'impose. Dans les cas les plus complexes (machines outils, fours à poterie...), il demande l'intervention d'un cabinet de contrôle spécialisé. Ces missions s'exercent, à l'intérieur des bâtiments, sur les matériels, équipements et mobiliers (structures de motricité, vélos, murs d'escalades, tapis de sol...), ainsi que dans cours, espaces verts et terrains de sports, sur les jeux de cours (y compris les aires de réceptions), les matériels sportifs (panneaux, buts...) et autres matériels pédagogiques.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Directeur de l'éducation et du responsable du service d'entretien et d'assistance aux écoles et/ou de la direction chargé de la maintenance patrimoniale.

Interlocuteurs : Chefs d'établissement, coordonnateur éducatif de secteur, responsable du fonctionnement matériel et de l'achat public pour les écoles, responsable du service scolaire, gardien d'école, agent d'entretien, équipe technique d'intervention rapide, cabinet d'expertise, fournisseurs, autres services de la collectivité territoriale...

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, technique ou sportive et des cadres d'emploi de rédacteurs, de contrôleurs de travaux, ou d'éducateurs sportifs territoriaux.

Remarque : Cet emploi existe essentiellement dans les grandes villes.

Pourrait être appelé à se développer dans les départements, sous la pression des chefs d'établissements, et des professeurs (notamment d'EPS).

Fiche métier N°9

Intitulé du métier : **Contrôleur territorial du service délégué d'entretien des écoles**

Description des missions : cadre territorial chargé de définir, suivre et contrôler les différents éléments de la prestation assurée par le délégataire du service d'entretien des écoles.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Directeur de l'éducation ou/et du responsable de l'entretien des bâtiments.

Interlocuteurs : Service municipaux, entreprise délégataire, directeurs d'écoles...

Profil statutaire : Le contrôleur du service délégué d'entretien des écoles relève de l'une des filières administrative, médico-sociale ou technique et de l'un des cadres d'emploi des attachés, rédacteurs, rééducateurs, ingénieurs, techniciens supérieurs ou Contrôleurs de travaux.

Remarque : Son activité est souvent partagée avec celles du contrôle des mêmes entreprises délégataires pour les autres bâtiments municipaux.

Appelé à se développer dans les départements et les régions, en fonction des conditions d'évolution de l'organisation du travail des TOS.

Fiche métier N°10

Intitulé du métier : **Coordonnateur territorial de contrat éducatif local**

Description des missions : Cadre territorial chargé de préparer, de réaliser ou faire réaliser, le diagnostic préalable et la formalisation d'un projet éducatif local, puis de conduire à la mise en œuvre et à l'évaluation des dispositifs et d'actions contractualisés dans le cadre du Contrat éducatif local qui en résulte. Le coordonnateur est également chargé de l'animation du comité de pilotage local du CEL.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité directe du Maire, Président du comité de pilotage CEL, du Directeur de l'éducation et/ou de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

Interlocuteurs : Maire et élus locaux, Préfet, services de l'éducation nationale, directeurs d'écoles, parents, associations, services municipaux

Profil statutaire : Le Coordonnateur territorial de CEL relève de la filière administrative et du cadre d'emploi d'attaché ou de rédacteur, ou encore de la filière sportive et du cadre d'emploi de conseiller ou d'éducateur des APS.

Remarque : La fonction est encore exercée par des agents contractuels, voir bénévoles, quelquefois par des élus eux-mêmes (petites communes ou intercommunalités rurales). Le coordonnateur CEL peut exercer conjointement les fonctions de coordonnateur de veille éducative ou de coordonnateur d'accompagnement à la scolarité.

Fiche métier N°11

Intitulé du métier : Coordonnateur territorial d'accompagnement à la scolarité

Description des missions : Cadre territorial chargé de préparer et de mettre en place le Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS), il est chargé de construire le projet, de mettre en place, d'encadrer, de contrôler les actions d'accompagnement à la scolarité, conformément aux orientations de la « charte de l'accompagnement à la scolarité ». En outre il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet éducatif local.

Positionnement hiérarchique : Lorsqu'il est municipal, relève de l'autorité du directeur de l'éducation et/ou de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

Interlocuteurs : Agit sous le contrôle du comité départemental de pilotage des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), en liaison avec le responsable territorial des services périscolaires, ainsi qu'avec les enseignants et les représentants de parents.

Profil statutaire : Le Coordonnateur territorial de CLAS relève de l'un des cadres d'emploi soit de la filière administrative, soit de la filière sanitaire et sociale, soit de la filière de l'animation

Remarque : Ces fonctions sont encore quelquefois exercées par des agents contractuels, voir bénévoles, quelquefois par des élus eux-mêmes (petites communes ou intercommunalités rurales). Le coordonnateur CLAS peut exercer conjointement les fonctions de coordonnateur de veille éducative ou de coordonnateur CEL.

Fiche métier N°12

Intitulé du métier : Coordonnateur territorial de veille éducative.

Description des missions : Cadre territorial chargé de préparer et de mettre en place la cellule de veille éducative, il est chargé d'organiser et de participer à la réalisation d'un état des lieux des situations des jeunes en « décrochage scolaire, désocialisation et désaffiliation » sur le territoire,

et d'identifier les processus qui y conduisent. Il peut également participer ou assurer des missions de coordination des « équipes de réussite éducative ». Il impulse un travail en commun des acteurs éducatifs locaux et leur mise en réseau en vue d'analyser les situations individuelles pour trouver à chacun « une réponse adaptée ». Il assure en outre l'animation de la cellule de veille éducative, à l'évaluation de ses actions, et il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet éducatif local.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité directe du Maire, responsable de la cellule de veille éducative, ou relève de l'autorité du directeur de l'éducation et/ou de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

Interlocuteurs : Maire, chefs d'établissement scolaires, service de PJJ, services sociaux et cellule d'appui départementale (chargée d'assurer une coordination des coordonnateurs locaux), mission locale pour la jeunesse.

Profil statutaire : Le Coordonnateur territorial de veille éducative relève de l'un des cadres d'emploi soit de la filière administrative, soit de la filière sanitaire et sociale, soit de la filière de l'animation

Remarque : Le coordonnateur veille éducative peut exercer conjointement les fonctions de coordonnateur d'accompagnement scolaire ou de coordonnateur CEL.

Fiche métier N°13

Intitulé du métier : Coordonnateur territorial éducatif de secteur

Autre dénomination : Correspondant des services éducatifs dans les quartiers

Description des missions : Agent d'encadrement municipal, chargé d'être le référent unique et l'interlocuteur principal de tous les directeurs d'école et de toutes les équipes éducatives des écoles primaires d'un même secteur géographique (quartier, arrondissement, secteur de ville,...), il est le relais des informations, des remarques et des besoins des écoles et des services périscolaires (matériel, travaux, remplacements de personnels, projets et actions éducatives, transports...) vers les services municipaux. Il participe également à la transmission et à l'explication des informations et des demandes de la commune vers les écoles. Il peut aussi être l'interlocuteur des personnels municipaux (ATSEM, Gardiens, concierges, agents d'entretien, animateurs, personnels de service ...) affectés ou travaillant dans les écoles, les centres d'accueil périscolaires et/ou les restaurants scolaires, dont il peut contrôler le travail.

Positionnement hiérarchique : Le coordonnateur éducatif de secteur peut être placé sous l'autorité du Directeur de l'éducation et/ou de la direction de quartier (ou d'arrondissement).

Interlocuteurs : Direction de l'éducation, Adjoint au Maire et/ou des Adjoints de quartier, Directeurs d'école, équipes techniques d'interventions rapides.

Profil statutaire : Le contrôleur de la restauration scolaire déléguée relève de l'une des filières administrative, ou technique et de l'un des cadres d'emploi des attachés, rédacteurs, ingénieurs, techniciens supérieurs ou Contrôleurs de travaux.

Remarque : Métier propre aux grandes villes et qui s'intègre dans une démarche de proximité pilotée par le Maire et le DGS.

Appelé à se développer dans les départements, pour l'encadrement des TOS (organisation territorialisée), en fonction du niveau de délégation faite par la collectivité aux chefs d'établissements.

Fiche métier N°14

Intitulé du métier : Cuisinier territorial (restauration scolaire)

Description des missions : Agent territorial chargé, dans un service de restauration scolaire géré en régie, d'assurer la fabrication des plats à partir des fiches techniques dans le respect des règles d'hygiène de la restauration collective.

Positionnement hiérarchique : sous la responsabilité du responsable de production de la restauration scolaire

Interlocuteurs : Directeur de la restauration scolaire et/ou de l'éducation

Profil statutaire : Le cuisinier de la restauration scolaire relève la filière technique et du cadre d'emploi des agents techniques territoriaux.

Remarque : Peut également dépendre de la caisse des écoles quant celle-ci gère la restauration scolaire. Métier équivalent dans le répertoire des métiers territoriaux, dans le secteur de la restauration collective.

Métier équivalent dans l'éducation nationale (personnel TOS) - transféré aux départements et aux régions.

Fiche métier N°15

Intitulé du métier : Directeur territorial de la caisse des écoles

Description des missions : Cadre territorial chargé de gérer le fonctionnement administratif, technique et financier de l'établissement public communal que constitue la caisse des écoles. Il prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration de la caisse, assure la préparation et la convocation des assemblées générales, organise les élections des représentants des usagers. Il participe à la détermination de l'organisation des services de la caisse, à l'élaboration ainsi qu'à l'exécution du budget, au management des personnels, et ce, en fonction de la nature et de l'importance des compétences scolaires et périscolaires qui, en plus de sa compétence sociale en direction des élèves les plus défavorisés, lui sont délégués par le conseil municipal.

Positionnement hiérarchique : sous l'autorité du Président (le Maire) ou du Président délégué de la caisse des écoles.

Interlocuteurs : Élus du conseil d'administration, Adjoint à l'éducation, Directeur de l'éducation, IEN et équipe de circonscription, Directeurs d'écoles, représentants de parents d'élèves...

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative et de l'un des cadres d'emploi d'attaché ou de rédacteur.

Remarque : Les fonctions de Directeur de caisse des écoles sont souvent exercées, conjointement à ses fonctions propres, par le Directeur territorial de l'Éducation, sauf dans les caisses des écoles de grandes villes, qui ont reçu des délégations de parties importantes en matière de gestion de services (en particulier concernant la restauration scolaire en régie directe) et qui possèdent une structure administrative (et quelquefois technique) autonome).

Ces fonctions sont susceptibles d'évolution sur la base d'orientations nouvelles données aux « caisses des écoles rénovées ».

Fiche métier N°16

Intitulé du métier : Directeur territorial de la restauration scolaire

Description des missions : Responsable de la restauration collective en régie par une collectivité locale, il organise et gère les moyens concourant à la production et à la distribution des repas servis aux différents convives de la collectivité, en premier lieu dans les cantines et restaurants scolaires.

Positionnement hiérarchique : Au sein de l'équipe de direction, sous l'autorité du directeur de l'éducation et/ou du DGS.

Interlocuteurs : Cadres et personnels du service de restauration scolaire, services vétérinaires, directeurs d'écoles, parents d'élèves, autres services municipaux.

Profil statutaire : Le directeur de restauration scolaire est généralement un fonctionnaire territorial relevant de la filière technique ou administrative et de l'un des cadres d'emploi territoriaux de ingénieurs ou d'attachés, ou d'emplois équivalents de catégorie B (dans les plus petites communes)

Remarque : Le métier de directeur de restauration collective fait l'objet d'une fiche dans le répertoire des métiers territoriaux. Il est en fait exercé, dans de nombreux cas, pour ce qui concerne la restauration scolaire gérée en régie, par le Directeur de l'éducation, ou par le Directeur de la caisse des écoles, quand celle-ci gère le service de restauration.

Remarques : Emploi existant dans les collectivités urbaines.

Appelé à se développer dans les départements et les régions, suite au transfert du service d'accueil et de restauration scolaire à leur profit (avec les TOS).

Fiche métier N°17

Intitulé du métier : Directeur territorial de l'éducation

Description des missions : Cadre territorial chargé de participer à la conception et à la mise en œuvre de la politique éducative locale. Il a un rôle moteur dans la formalisation et le pilotage du Projet éducatif local et de ses déclinaisons contractuelles, en liaison avec les autres services et direction de la collectivité. Il anime et coordonne une équipe d'encadrement des services chargés de la gestion des moyens humains, techniques, financiers consacrés par la collectivité locale au secteur de l'éducation. Il participe à l'établissement de la programmation pluriannuelle des investissements, assure la conduite d'opérations pour ce qui concerne son domaine. Il prépare et exécute les délibérations du conseil municipal relevant des compétences et obligations qui sont conférées à la commune par la loi dans le domaine de l'éducation.

Positionnement hiérarchique : sous l'autorité du Maire et du Directeur général des services et sous la conduite de l'Adjoint à l'éducation.

Interlocuteurs : Élus locaux, Direction générale, Inspecteur d'Académie et/ou IEN, Directeurs d'écoles, associations de parents d'élèves, universitaires, associations d'éducation populaire, Directeur départemental de la jeunesse et des sports, autres services de l'état, services des Conseils généraux et des conseils régionaux...

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative et de l'un des cadres d'emploi d'administrateur ou d'attaché.

Remarque : Le métier de directeur de l'éducation existe dans les départements et dans les régions, sur des missions sensiblement différentes, mais en cours d'évolution du fait de la décentralisation. En particulier, la structuration de « direction départementale de l'éducation » dépendra **de la politique éducative du conseil général et du niveau de délégation faite par la collectivité aux chefs d'établissements.**

Fiche métier N°18

Intitulé du métier : Éducateur territorial en classe passerelle

Description des missions : Cadre municipal affecté dans une école maternelle ayant mis en place une classe passerelle destinée à l'accueil des très jeunes enfants ou des enfant de moins de six ans nécessitant une adaptation progressive à l'école. Il intervient, durant le temps scolaire, au sein de l'école et de la classe, aux côtés de l'enseignant et de l'ATSEM affectés également à la classe passerelle. Il assure le lien avec les familles et les structures sociales. Il participe à l'analyse et à la réflexion des cadres du service éducation sur les conditions d'accueil des enfants de moins de trois ans dans l'école et dans les services d'accueil et de restauration scolaire.

Positionnement hiérarchique : Sous la double autorité du directeur de l'éducation et de du directeur d'école maternelle (qui est, le plus souvent également l'enseignant de la classe passerelle).

Interlocuteurs : Le directeur d'école, parents d'élèves, ATSEM, structures sociales,.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial appartenant à la filière sanitaire et sociale et du cadre d'emploi des éducateurs de jeunes enfants.

Remarque : Du fait du caractère expérimental des classes passerelles, ce métier est en pleine construction.

Fiche métier N°19

Intitulé du métier : Gardien territorial des écoles

Autres dénominations : ouvrier-concierge, gardien des écoles

Description des missions : Agent municipal affecté dans un groupe scolaire élémentaire et chargé, la plupart du temps outre du gardiennage de l'enceinte scolaire, des petites réparations et interventions diverses sur les espaces, les équipements et les matériels scolaires ainsi que l'entretien des espaces verts. Il assure quelquefois également, en complément de (ou des) l'agent territorial d'entretien affecté à l'école (ou de l'entreprise délégataires), le nettoyage des espaces extérieurs (cours d'école et plateaux sportifs), ainsi que le nettoyage de certains espaces scolaires (locaux, circulations, sanitaires).

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du responsable du service scolaire ou de celui du service technique assurant la maintenance du patrimoine bâti.

Interlocuteurs : Le directeur d'école, services techniques municipaux et service scolaire.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial appartenant à la filière technique et du cadre d'emploi d'agents d'entretien territorial.

Remarques : Le concierge bénéficie, la plupart du temps d'un logement pour nécessité de fonction, dans l'enceinte scolaire. Quelquefois pourtant la fonction de gardiennage est assurée

(seulement partiellement) par un « agent au pair » qui assure uniquement la surveillance du groupe scolaire, en contrepartie de la concession de logement.

De plus en plus couramment les dispositions statutaires sont complétées par un « règlement ou une charte locale » précisant la nature et les modalités d'exercice des missions des agents d'entretien des écoles.

Métier équivalent dans l'éducation nationale (TOS)-transférés aux départements et régions.

Fiche métier N°20

Intitulé du métier : Programmiste territorial pour les espaces scolaires

Description des missions : Cadre territorial chargé, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, de grosses réhabilitations, d'établissement ou de locaux scolaires, d'assister le directeur d'opération. Il suscite en particulier auprès de la communauté éducative, un dialogue visant à la formalisation d'un projet pédagogique et éducatif pour le futur établissement. Il contribue ensuite à sa traduction dans un schéma fonctionnel puis dans un programme et dans un cahier des charges qui intègrent également les aspects d'ergonomie scolaire, d'aménagement des temps et des rythmes de l'enfant et du jeune, de qualité environnementale. Il participe à toutes les phases du projet, y compris, au moment de la livraison, à l'appropriation des espaces et des équipements par les utilisateurs, et aux modifications des pratiques et des comportements (éducatifs) que cela engendre. Il suit l'évolution des pratiques pédagogiques ainsi que celles des usages du patrimoine et des équipements scolaires qui en découlent.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du DGS (ou du DGST) et/ou, au sein de l'équipe de direction, sous celle du Directeur de l'éducation

Interlocuteurs : Équipe de maîtrise d'œuvre, chefs d'établissement, représentants de parents d'élèves, Maire et Adjointes à l'éducation et aux travaux, enseignants, IEN...

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou de la filière technique et du cadre d'emploi des ingénieurs.

Remarque : Ce métier existe essentiellement dans les grandes villes, et, dans une moindre mesure, dans les départements où il constitue une partie conséquente de l'activité du Directeur de l'éducation.

Fiche métier N°21

Intitulé du métier : Responsable territorial des espaces numériques scolaires

Autre dénomination : Responsable de l'informatisation des écoles

Description des missions : Cadre territorial chargé, au sein de la collectivité territoriale, de mettre en place la stratégie, de participer au pilotage et à la mise en œuvre, du déploiement des équipements (réseaux, matériels), des accès (gestion et sécurisation), de la maintenance (matériel, réseaux, utilisateurs) et des ressources (administratives, documentaires et pédagogiques) nécessaires à l'implantation des espaces numériques de travail (ENT) dans les établissements scolaires qui relèvent de sa compétence. Il gère, en particulier, l'interface entre le système d'information de la collectivité locale et le système d'information de l'éducation nationale. Ces missions s'appliquent aussi bien aux utilisations en temps scolaire qu'en temps non scolaires.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du DGS (ou du DGST), au sein de l'équipe de direction, sous celle du Directeur de l'éducation et/ou du Directeur des systèmes d'information.

Interlocuteurs : Les Directeurs d'école, les IEN et de leurs animateurs informatiques, et des conseillers académiques TICE, les services municipaux chargés des systèmes d'information, du patrimoine bâti et des achats publics, le responsable territorial du service scolaire, le responsable territorial des accueils périscolaires, le directeur de la restauration scolaire.

Profil statutaire : fonctionnaire territorial relevant soit de la filière technique et du cadre d'emploi d'ingénieur ou de technicien supérieur, soit de la filière administrative et du cadre d'emploi d'attaché.

Remarques : Métier existant dans les départements et les villes ou les grosses intercommunalités, plus rarement dans les régions ou les communes de moindre importance. En voie de développement, avec la généralisation des TICE.

Fiche métier N°22

Intitulé du métier : **Responsable territorial de l'achat public des matériels et des services pour l'école**

Description des missions : Cadre territorial chargé de la prévision des besoins, de la programmation, de la budgétisation et de la commande publique, relatifs aux mobiliers scolaires, aux matériels (audio-visuels, informatiques, pédagogiques, informatiques) et de leurs consommables, aux manuels et fournitures scolaires ainsi qu'aux prestations (autres qu'en régie municipale telles que la photocopie, transports scolaires) et à l'organisation de sorties scolaires (régulières ou occasionnelles, classes de découverte et transplantées...), permettant d'assurer l'action communale en faveur de l'équipement et du fonctionnement des écoles publique du premier degré. Il assure la réalisation de tableaux de bord de gestion pour le secteur scolaire, le calcul et suivi de l'évolution du « coût de l'élève d'une école publique », la détermination de ratios locaux et la mise en perspective avec les ratios académiques et nationaux pour les évaluation et les prévisions administratives et financières.

Positionnement hiérarchique : Au sein de l'équipe de direction, sous l'autorité du Directeur de l'éducation

Interlocuteurs : Enseignants, Directeurs d'écoles, services financiers municipaux, Responsable territorial des services scolaires, des accueils périscolaires, des transports scolaires et périscolaires, fournisseurs et organisateurs privés de services (transports, classes de découverte...).

Profil statutaire : fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux et, dans les plus petites communes, des adjoints administratifs.

Remarque : Emploi en pleine évolution, du fait du nouveau code des marchés publics.

Fiche métier N°23

Intitulé du métier : **Responsable territorial de production de la restauration scolaire**

Description des missions : Cadre territorial chargé, dans un service municipal de restauration scolaire géré en régie d'assurer, sous de la planification et le contrôle des productions d'une unité centrale, de plusieurs unités de fabrication ou d'une seule unité de fabrication.

Positionnement hiérarchique : Sous la responsabilité du directeur de l'éducation et/ou du directeur de la restauration scolaire.

Interlocuteurs : Fournisseurs, responsables de site de restauration scolaire, service vétérinaires, cuisiniers.

Profil statutaire : selon le cas, le responsable de production de la restauration scolaire relève de la filière administrative et du cadre d'emploi d'attaché, ou de la filière technique et de l'un des cadres d'emploi de technicien supérieur, contrôleur de travaux quelquefois (dans les petites collectivités) d'agent de maîtrise

Remarque : Peut relever de la caisse des écoles quand celle-ci gère la restauration scolaire. Métier équivalant dans le répertoire des métiers de la restauration collective.

Métier équivalant dans l'éducation nationale (personnel TOS) - transféré aux départements et aux régions.

Fiche métier N°24

Intitulé du métier : Responsable territorial de projets scolaires

Description des missions : Cadre territorial dirigeant le service (ou du secteur) chargé du soutien aux directeurs d'écoles et aux enseignants pour la conception et la mise en œuvre des projets de modules scolaires, en particulier des sorties scolaires occasionnelles avec nuitées (classes transplantées, par exemple) ou sans nuitées (voyage scolaires, visites pédagogiques, jumelages, par exemple) pour lesquels les écoles sollicitent la participation de la commune. Il assure la réception et le recensement des demandes, aide à la formalisation des projets, les traduit en termes opérationnels et financiers, assure la programmation des séjours et des actions, assure l'organisation directe ou gère la commande publique des services en résultant (transports, séjours clefs en main,...), si nécessaire assure le recrutement et la gestion des animateurs intervenant en complément des enseignants. Il porte une attention particulière au soutien à apporter aux élèves handicapés et à leurs familles ainsi qu'à l'aide sociale à apporter aux plus démunis pour leur assurer l'accès à ces actions. Il veille au respect des normes et des réglementations, en particulier celles relatives au transport, à l'accueil et à l'hébergement des enfants, participe au contrôle des conditions de séjour, au lien avec les parents, et à l'évaluation des actions.

Positionnement hiérarchique : relève de l'autorité du Directeur de l'éducation et/ou du responsable du service scolaire.

Interlocuteurs : Responsable territorial du service scolaire, IEN et équipe de circonscription, directeurs d'écoles, enseignants, familles, fournisseurs de services et de séjours, responsable territorial des transports scolaires, animateurs territoriaux, Inspecteurs jeunesse et sports, coordonnateur de CEL, auxiliaires territoriaux d'intégration, Directeur de restauration scolaire.

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des attachés territoriaux, des rédacteurs territoriaux ou des adjoints administratifs). Il peut également relever de la filière de l'animation et du cadre d'emploi des animateurs territoriaux ou des adjoints d'animation.

Remarque : Métier en pleine évolution, du fait du changement de législation sur les sorties scolaires, sur les conditions d'organisation des accueils d'enfants et de jeunes, et de la nature de la demande des enseignants (sorties clef en main), des directeurs d'école (couverture de la responsabilité) et des familles (gratuité, sécurité des déplacements, des locaux et de l'encadrement).

Fiche métier N°25

Intitulé du métier : Responsable territorial des accueils périscolaires

Description des missions : Cadre territorial dirigeant le service (ou du secteur) chargé de l'organisation des dispositifs périscolaires organisés par la commune, pour l'accueil des élèves le matin et le soir, ainsi que durant la pause méridienne (hors production et distribution des repas, relevant du service de restauration scolaire.). Le responsable des accueils périscolaires assure la conception du (ou des) projet éducatif du service, sa gestion administrative (déclaration du centre, inscriptions, facturation), sa gestion financière (budgétisation, recouvrement des recettes, approvisionnements), et la gestion des personnels (recrutement, formation, remplacement, et, pour partie, formalités de paye des animateurs et directeurs de centres périscolaires). Il participe à la conception du projet éducatif local (PEL) et à la mise en œuvre des dispositifs contractuels entrant dans son champ d'activité (en particulier le contrat éducatif local). Il veille également à l'intégration des enfants handicapés dans les dispositifs périscolaires.

Positionnement hiérarchique : relève de l'autorité du Directeur de l'éducation

Interlocuteurs : agents territoriaux administratif et d'accueil de service scolaire, animateurs territoriaux d'activités périscolaires, Directeurs d'écoles, Inspecteurs jeunesse et sports, coordonnateur de CEL, auxiliaires territoriaux d'intégration, Directeur de restauration scolaire.

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou des rédacteurs territoriaux (dans les plus petites communes, des adjoints administratifs). Il peut également relever de la filière de l'animation et du cadre d'emploi des animateurs territoriaux (dans les plus petites communes, de celui des adjoints d'animation).

Remarque : Métier en pleine évolution, du fait du changement de législation sur les conditions d'organisation des accueils d'enfants et de jeunes.

Fiche métier N°26

Intitulé du métier : Responsable territorial de service scolaire municipal

Autre appellation : Chef du service enseignement ou de vie scolaire

Description des missions : Cadre territorial chargé du service (ou du secteur) chargé d'organiser et de gérer les relations administratives et la communication sur le plan scolaire, entre la commune et les écoles. Le responsable de service scolaire municipal gère, la plupart du temps, les inscriptions scolaires, la sectorisation scolaire et les demandes de dérogations, le contrôle de l'obligation scolaire et la veille éducative, l'aide sociale scolaire, la gestion et le suivi des relations avec les écoles privées sous contrat et la gestion de la répartition intercommunale des charges de fonctionnement de l'école publique, ainsi que le volet municipal des contrats d'intégration scolaire. Il assure la gestion et le suivi des conseils d'école, l'information des représentants du Maire dans les écoles, communication avec les directeurs d'école et les équipes enseignantes sur les orientations, choix, projets, actions municipaux dans le domaine scolaire et de l'éducation, la consultation et l'information de la communauté éducative par des réunions, manifestations, événements, formation, actions spécifiques, supports écrits, audiovisuels). Il peut avoir à sa disposition une ou plusieurs équipes techniques d'interventions rapides.

Positionnement hiérarchique : Au sein de l'équipe de direction, sous l'autorité du Directeur de l'éducation

Interlocuteurs : Adjoint à l'éducation, agents territoriaux administratif et d'accueil de service scolaire, parents d'élèves, directeurs d'écoles, inspecteurs de l'éducation nationale (et leurs équipes de circonscription, DDEN, CCPE et autres structures de l'éducation nationale), coordonnateur de CEL...

Profil statutaire : fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou des rédacteurs territoriaux (dans les plus petites communes).

Appelé à se développer dans les départements, dans un éventuel mouvement de structuration des directions « départementales » de l'éducation, et en fonction du niveau de délégation faite par la collectivité aux chefs d'établissements.

Fiche métier N°27

Intitulé du métier : Responsable territorial de site ou d'office de la restauration scolaire

Description des missions : Cadre territorial chargé, dans un service de restauration scolaire géré en régie d'assurer, d'animer, de coordonner et d'assurer la gestion de la distribution dans un ou de plusieurs lieux de restauration scolaire en liaison avec les différents acteurs du service (production, distribution, directeurs d'école, usagers, services municipaux).

Positionnement hiérarchique : sous la responsabilité du directeur de l'éducation et/ou de la restauration scolaire.

Interlocuteurs : autres acteurs du service (production, distribution), directeurs d'école, usagers, services municipaux.

Profil statutaire : Le responsable de site ou d'office de restauration scolaire est généralement un fonctionnaire territorial relevant de la filière technique, administrative ou sanitaire et sociale et de l'un des cadres d'emploi territoriaux de contrôleurs de travaux, agents de maîtrise, rédacteurs, adjoints administratifs, rédacteurs et, quelquefois (dans les petites collectivités) d'agent d'entretien.

Remarques : Peut relever de la caisse des écoles quand celle-ci gère la restauration scolaire. Métier équivalant dans l'éducation nationale, et dans le répertoire des métiers de la restauration collective.

Métier équivalent dans l'éducation nationale (personnel TOS) - transféré aux départements et aux régions.

Fiche métier N°28

Intitulé du métier : Responsable territorial d'hygiène, de sécurité et de prévention dans les écoles

Description des missions : Cadre territorial chargé de la mise en œuvre de la mission d'inspection des bâtiments scolaires affectée par la loi au Maire. Il veille, en particulier, au respect des normes de lutte contre l'incendie, tant au plan des locaux que des équipements, que de leur bon entretien ou que des usages qui en sont fait par la communauté scolaire. Il est, en outre, chargé d'assister les directeurs d'école dans la mise en œuvre des exercices de sécurité, de la préparation et du suivi de la commission de sécurité, à l'établissement des plans de confinement. Il peut participer à la conception et à l'animation de modules de sensibilisation en direction des enseignants et des élèves. Il veille également à la formation au maniement des extincteurs par les personnels municipaux affectés à l'école et s'assure, auprès des IEN et des Directeurs d'écoles qu'il en est de même pour les enseignants et autres personnels de l'éducation nationale. Il est également chargé de veiller au respect des règles d'hygiène et de sécurité du travail des personnels territoriaux intervenant dans l'école. A ce titre, il peut établir des prescriptions à l'usage des agents eux-mêmes, des directeurs d'école et des enseignants ou des services municipaux. Si nécessaire, il peut saisir le Maire et, séparément ou conjointement, les comités d'hygiène et de sécurité de la commune et/ou le comité départemental d'hygiène et de sécurité de l'Éducation nationale.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du directeur général des services (DGS) et/ou du directeur général des services techniques (DGST), du directeur de l'éducation et/ou des travaux et bâtiments.

Interlocuteurs : Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, ouvriers d'entretien et gardiens des écoles, équipes techniques d'interventions rapide, équipes de renfort et de remplacement des agents de service et ATSEM...), animateurs d'activités scolaires et périscolaires, sapeurs-pompiers, directeurs d'école, responsables des services relevant de l'éducation, direction des ressources humaines, coordonnateur éducatif de secteur, contrôleur territorial du service délégué d'entretien des écoles, et autres services municipaux.

Profil statutaire : Le responsable territorial du service d'entretien et d'assistance aux écoles est généralement un fonctionnaire territorial relevant de la filière technique et du cadre d'emploi des ingénieurs, ou des techniciens supérieurs.

Remarque : Emploi existant dans les collectivités urbaines.

Appelé à se développer face au durcissement des normes de sécurité et de la mise en cause de la responsabilité des chefs d'établissement et des chefs d'exécutifs territoriaux.

Fiche métier N°29

Intitulé du métier : Responsable territorial des transports scolaires et périscolaires

Description des missions : Cadre territorial chargé, de l'organisation des ramassages scolaires, du soutien technique et d'organisation aux chefs d'établissements pour les déplacements collectifs des élèves dans le cadre des sorties scolaires (régulières ou occasionnelles, ou encore classes transplantées) et des voyages scolaires, ainsi que des déplacements collectifs des enfants dans le cadre des activités périscolaires (accès aux équipements, organisation de rencontres inter-écoles ou inter-centres, regroupements etc). Chargé de veiller au respect des normes et procédures administratives et techniques, il élabore le planning des transports, assure la direction du service (s'il est géré en régie), et/ou de la commande publique auprès de transporteurs privés.

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Directeur de l'éducation et/ou du directeur technique chargé du parc de véhicules de la collectivité.

Interlocuteurs : Directeurs d'école, responsable territorial du service scolaire, responsable territorial des accueils périscolaires et/ou services municipaux organisateurs d'activités scolaires et périscolaires (sport, culture, environnement, jeunesse, voire caisse des écoles), enseignants, parents.

Profil statutaire : Fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou de la filière technique et du cadre d'emploi des ingénieurs.

Remarque : Cet emploi existe essentiellement dans les Départements, les villes et les syndicats intercommunaux à vocation scolaire.

Fiche métier N°30

Intitulé du métier : Responsable territorial du service d'entretien et d'assistance aux écoles

Description des missions : Cadre territorial chargé de l'organisation du suivi et du contrôle des personnels municipaux d'entretien, de nettoyage et d'assistance affectés ou intervenant dans les écoles primaires et maternelles (agents d'entretien et de service des écoles et de la restauration scolaire, agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, ouvriers d'entretien et gardiens des écoles, équipes techniques d'interventions rapide, équipes de renfort et de remplacement des agents de service et ATSEM...). Interlocuteur de proximité des directeurs d'école, il participe,

au sein de l'équipe d'encadrement de la direction de l'éducation, au management des personnels affectés aux écoles, et à leur encadrement direct en dehors du temps scolaire.

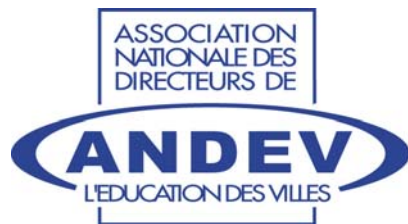
Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du directeur de l'éducation

Interlocuteurs : Directeurs d'école, directeur des services techniques, coordonnateur éducatif de secteur, contrôleur territorial du service délégué d'entretien des écoles, et autres services municipaux.

Profil statutaire : Le responsable territorial du service d'entretien et d'assistance aux écoles est généralement un fonctionnaire territorial relevant de la filière administrative, et du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ou de la filière technique et du cadre d'emploi des contrôleurs de travaux.

Remarque : Emploi existant dans les collectivités urbaines.

Appelé à se développer dans les départements, pour l'encadrement des TOS (organisation fonctionnelle), en fonction du niveau de délégation faite par la collectivité aux chefs d'établissements.



ANNEE 2005

BULLETIN D'ADHÉSION

Je soussigné(e) Nom :
Prénom :
Fonction :
Service :
Adresse professionnelle :
.....
.....
Téléphone : Fax :
Email :

Souhaite adhérer ou renouveler* mon adhésion à l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des Villes de France pour l'année 2005.

Cette adhésion me permet de recevoir « La Communale », lettre d'information de l'ANDEV, et me permet d'avoir accès aux rubriques sécurisées du site www.andev.com.fr.

A cet effet, je joins un chèque ou un titre de paiement d'un montant de 20 € à l'ordre de l'ANDEV à l'adresse ci-dessous.

Fait à le Signature

* Rayer la mention inutile.

Ville :
Nombre d'habitants :
Nombre de direction d'écoles
Maternel public : Maternel privé :
Élémentaire public : Élémentaire privé :
Nombre d'élèves
Maternel public : Maternel privé :
élémentaire public : élémentaire privé :

LES RENCONTRES DE CHELLES

Compte-rendu du colloque de l'ANDEV organisé à Chelles (77)

« L'intégration dans tous ses états »

24-26 novembre 2004

Le colloque 2004 de l'ANDEV s'est penché sur les conditions de l'intégration des enfants et des jeunes par l'éducation, dans le cadre des orientations nationales et des dispositifs locaux existants, sur l'ensemble des territoires et à travers leurs politiques éducatives.

Il a été organisé en collaboration étroite avec le Centre National de Documentation Pédagogique (SCEREN/CNDP), ainsi qu'avec les sociétés Sodexho et Delagrave. Le présent compte rendu a été établi par Elisabeth Saby, Conseillère Technique à la Ville de Saint-Étienne.

Programme du colloque

Mercredi 24 novembre 2004

- Introduction au colloque,
- Table-ronde « l'intégration, différences culturelles et ethniques »,
- Table-ronde « scolarisation-déscolarisation »,

Jeudi 25 novembre 2004

- Table-ronde « inégalités sociales et intégration territoriale »,
- Table-ronde « inégalités sociales et souffrances physiques »,

Vendredi 26 novembre 2004

- Comptes-rendus des ateliers,
- Conclusion de Francis Oudot,
- Assemblée Générale de l'ANDEV.

Introduction et accueil du colloque - Mercredi 24 novembre

Ouverture du colloque par M. Christian Synowiecki, adjoint au maire chargé de l'éducation et vie scolaire à la Ville de Chelles.

La question de l'intégration n'est pas nouvelle et est historiquement présente dans la vie de la population française. Chaque période historique a ainsi connu son approche spécifique de l'étranger, son rapport à l'autre qui caractérise les difficultés de la société française actuelle à s'ouvrir et à adapter son système social, culturel, économique à l'ensemble de la population qui habite son territoire.

Accueil des participants par Michel Bayet, directeur de la Vie Scolaire à la Ville de Chelles, accueil fait à l'ensemble des participants dont les directeurs de CRDP invités à la première journée du colloque, les cadres et directeurs des services de l'éducation des villes ainsi que les coordinateurs de PEL/CEL présents dans la salle.

Intervention de M. Alain Coulon, directeur général du CNDP,

Monsieur Coulon se félicite de la collaboration entre le CNDP et l'ANDEV, mise en place à l'occasion de la préparation du colloque. Cette collaboration est amenée à se développer par une convention de partenariat. La publication de deux ouvrages du président de l'ANDEV¹, Francis Oudot en constitue toutefois la première étape ainsi que l'animation des 4 tables-rondes du colloque de ce jour par Marie Raynal, responsable du département Ville et Éducation au CNDP, rédactrice en chef de la revue Diversité/Ville-École-Intégration.

Intervention de M. Marc Plumart, directeur général de la société Sodexho-France/collectivités territoriales,

Sodexho est partenaire de l'ANDEV depuis plusieurs années, en particulier pour la réalisation de l'enquête annuelle auprès des directeurs de l'éducation réalisée sur les différents thèmes retenus par l'ANDEV. M.

Plumart se félicite de cette collaboration dans un domaine et sur des valeurs communes à la Sodexho et à l'ANDEV.

Présentation par Francis Oudot, président de l'ANDEV de l'enquête faite par JCA Développement « qu'entend t'on par intégration ? »,

L'enquête a été réalisée par le biais du questionnaire adressé aux 600 directeurs de l'éducation des villes de France en septembre 2004.

Le choix du thème de l'intégration en 2004 s'est voulu ambitieux et se situe à un moment clef de l'histoire de l'ANDEV².

La réflexion se place dans un environnement connu : le renforcement du pouvoir local, la régression de l'action et de l'investissement financier de l'État, l'expression d'un désarroi d'une partie de la population face au besoin de proximité et l'accentuation des écarts concernant l'accès à l'emploi, l'accès à la réussite scolaire, l'accès au logement dans une société qui se trouve dans une impasse sur ces questions. Comment sortir de cette situation d'une part face au constat du « consensus mou » de l'ensemble des acteurs du système sur les difficultés à changer la donne et d'autre part afin de ne pas banaliser les réponses à apporter ? Le colloque se propose d'apporter sa réflexion et son expérience sur ces questions.

Table-ronde animée par Marie Raynal « l'intégration , différences culturelles et ethniques »

Présentation par Élisabeth Saby, conseillère technique , Ville de Saint-Étienne, des résultats de l'enquête ANDEV-Sodexho-JCA Développement³ concernant le thème de la table-ronde.

Un certain nombre de questions adressées aux directeurs de l'éducation permettent de cerner leur approche du thème des différences culturelles et ethniques :

- l'approche quantitative des effectifs de primo-arrivants, enfants francophones et minorités ethniques,
- la diversité des réponses et des mobilisations des communes sur ces questions,
- les axes prioritaires d'intégration qui concernent les enfants issus de milieux défavorisés et ceux ayant des allergies alimentaires⁴,
- les objectifs et la conception de l'intégration qui sont, pour les directeurs, la recherche de l'égalité des chances, l'approche des règles de vie collective, la réussite sociale des jeunes ;
- la volonté par ces derniers de prendre en compte la différence plus que la ressemblance qui reflète la contradiction existant entre le principe du respect du contrat républicain (discours qui ne passe plus) et la réalité des situations de non intégration constatées dans les écoles. De fait la commune a des modalités d'approche différente de l'État sur ces questions⁵ ;
- le regroupement ou la répartition des enfants selon la problématique d'intégration qui est posée,
- la connaissance partielle par les directeurs des dispositifs spécifiques d'intégration (oui pour les Projets d'Accueil Individualisé et les Classes d'Intégration Scolaire), plutôt non pour les ENAF, CLIN destinés aux enfants non francophones, les structures de préscolarisation, les classes relais et les écoles de la nouvelle chance ;
- l'échelle de territoire appréhendée qui paraît adaptée est bien la commune, mais cela mérite d'être accompagné d'une connaissance précise de l'action de l'ensemble des interlocuteurs (État et Département en particulier) ;
- l'information et l'écoute des parents réalisée au travers des dispositifs de soutien à la parentalité ;
- le constat des freins à l'intégration (le manque d'engagement de l'État dans la durée, la concentration des difficultés et la spécialisation urbanistique, l'aggravation des problèmes sociaux et de pauvreté).

Introduction à la table-ronde par Marie Raynal,

Faut-il continuer à utiliser le mot intégration pour évoquer la situation des enfants d'immigrés que l'on continue de désigner ainsi alors qu'ils sont français ? S'agit-il pour eux de devenir invisibles et ne plus subir de discriminations pour être traités à égalité avec les autres ? Parallèlement, de nombreux enfants arrivent en France, chassés de leur pays par la misère qu'il faut scolariser, loger et leur apprendre très vite notre langue. Cela constitue un défi quotidien aux acteurs de l'éducation des villes.

On remarque en même temps combien l'évolution des mentalités et des pratiques est difficile, comme cela est précisé dans le dernier rapport de la Cour des Comptes⁶ sur ce sujet ou dans la lente construction d'un prochain Musée de l'Immigration en France, à Paris.

Intervention de Françoise Lorcerie, chargée de recherches au CNRS,

L'intégration est une question qui se pose à la population majoritaire sachant qu'en France l'arrêt de l'immigration de main d'œuvre a pris fin en 73-74 . Il s'agit aujourd'hui d'une immigration de peuplement.

Il convient de relever la contradiction de la société française qui affirme par la loi qu'il n'y a pas de minorité en France alors qu'il y en a une sur le plan psycho-social qui concerne les désavantages constatés. On ne peut vraiment parler de culture ou d'intégration culturelle car la culture caractérise des cadres sociaux et est un processus ethnique autonome.

Ce qui fait la différence culturelle est la revendication/imputation qui fait que l'on se reconnaît différents en fonction d'une origine supposée et qui entraîne de la part de la culture majoritaire glorification et mépris.

L'intégration fait référence à la qualité d'appartenance (être membre du groupe) et au droit d'être là avec le décalage entre ce que dit le droit d'une part et ce que disent les croyances et les représentations sociales.

Cela renvoie à la dimension de l'acculturation (être près de la culture majoritaire), à l'intégration sur le marché du travail, à la dimension subjective et intersubjective quand l'autre est perçu comme un problème.

En France ces aspects sont traités dans le cadre du droit commun et non dans le cadre d'une politique On remarque toutefois des tentatives d'adapter le droit et de le rapprocher des représentations sociales : ex de ce qui se passe dans les écoles avec la proposition faite aux chefs d'établissement de dire quel est le droit qui peut raisonnablement s'appliquer concernant le port du foulard et l'affirmation des signes religieux

Ex. alors de la haute autorité sur les discriminations qui se met en place⁷ ou HCL.

Intervention de Jean Charles Ringard, inspecteur d'académie de la Seine Saint Denis,

97 nationalités sont recensées dans les établissements de Seine Saint Denis sachant que la région offre une image contrastée : elle est à la fois le 2ème pôle universitaire de France, le siège du stade de France, un territoire pourvoyeur d'emplois mais elle connaît aussi des violences urbaines, des débordements sociaux et l'arrivée chaque année de 3 000 nouveaux arrivants.

L'Éducation Nationale et l'académie ont consciences des inégalités qui se poursuivent au sein de l'école en dépit des importants efforts déployés par celle-ci pour changer la donne. L'ouverture à d'autres acteurs éducatifs en est un, comme cela est le cas :

- soit dans les réseaux d'éducation prioritaire,
- soit par la mise en place de dispositifs de regroupement comme de répartition des élèves selon les problèmes constatés .

Il est essentiel également de développer la prise de conscience du milieu enseignant que l'école n'est pas uniquement là pour transmettre des savoirs scolaires mais bien préparer l'élève à être en société et à valoriser tous les potentiels et les différences de chaque enfant . L'intégration en milieu scolaire contribue ainsi à la citoyenneté.

On a bien souvent affaire avec les populations d'élèves nouvellement arrivés en France à des enfants et des familles brisés. La réponse est donc diverse en terme de publics et de dispositifs, avec une approche avec la famille du problème éducatif. L'action des RASED et du binôme (enseignant, conseiller d'orientation ou psychologue) est essentielle.

On peut ainsi considérer que l'intégration est réussie si elle est globale et partenariale.

M.Ringard reconnaît toutefois l'échec de la société française par rapport à l'immigration et pense nécessaire de poser le problème de manière politique.

Intervention de Marie-Thérèse Sanchez, adjointe au maire de Perpignan déléguée à l'éducation,

Mme Sanchez fait part de son expérience avec les enfants gitans de langue catalane scolarisés et sédentarisés à Perpignan. Elle évoque la relation engagée sur cette question entre les familles concernées et leur représentation de la relation parents-enfants⁸, l'Éducation Nationale et la direction de l'Éducation de la Ville . Ces populations renvoient à la fois à une forte identité communautaire et appartiennent aux populations les plus pauvres. Il est mis en œuvre un réseau d'aide à la parentalité pour trouver les termes du dialogue à engager.

Intervention de Abdelhouahad Zahri, chargé de mission des politiques éducatives, Ville de Roubaix,

Dans le processus d'intégration est souvent posée la question de la maîtrise du français, de la scolarisation en CP des enfants étrangers. Cette référence à la condition de l'apprentissage de la langue et à la manière dont se confrontent et se mêlent les cultures respectives est une problématique complexe. On remarque très rapidement le cloisonnement qui s'instaure par rapport à la prise en compte des populations étrangères et le défaut d'approche transversale. Les critères de subventionnement du FASILD par exemple sont mis en cause par M.Zahri par rapport à la définition que fait cet organisme de la culture d'origine. Il remarque que cela justifie a priori souvent le financement des actions d'intégration et non des propositions de pratique culturelle plus larges tout autant éducatives et intégratives.

Table-ronde animée par Marie Raynal « Scolarisation, déscolarisation »

Présentation par Élisabeth Saby, conseillère technique, Ville de Saint-Étienne, des résultats de l'enquête ANDEV-Sodexho-JCA Développement⁹, concernant le thème de la table-ronde.

L'enquête auprès des directeurs montre que sur le sujet de la déscolarisation :

- une réflexion est en cours sur ce sujet,
- que les actions prioritaires de soutien à la parentalité sont de favoriser la médiation avec les parents, le soutien des familles les plus pauvres sur le plan financier et culturel dans la prise en charge des temps péri et extra-scolaires. La famille apparaît ainsi comme le lieu de l'intégration avec un besoin de continuité à assurer entre la famille et l'école ;
- que le dispositif de veille éducative est reconnu et correspond à une attente des directeurs alors même que le plan Borloo en prévoit le développement ;
- qu'il y a défaut de transversalité entre politique éducative et la politique sociale au sens large (action sociale, développement urbain dans les quartiers défavorisés, logement, politique de la ville). Ceci contribue à un isolement des professionnels de l'éducation ;
- que les parents d'enfants défavorisés sont eux-mêmes les cibles des politiques d'intégration ce qui signifie que le contact avec ceux-ci est à la fois indispensable et pas toujours aisé ;
- que les communes ont mis en place des dispositifs d'accompagnement scolaire des élèves en difficulté impliquant les parents, d'alphabétisation de ces derniers ainsi que des réseaux d'aide et d'écoute.

Introduction à la table-ronde par Marie Raynal,

Des milliers d'enfants ou d'adolescents sont en rupture scolaire, absentéistes chroniques ou qui quittent le système éducatif sans diplôme d'aucune sorte. Les chiffres varient mais la prise en charge de ces enfants, la question de leur intégration-réintégration dans un parcours éducatif et la prévention des risques auxquels ils s'exposent sont des difficultés auxquelles les acteurs de l'éducation ne peuvent rester indifférents.

Intervention de Maryse Esterle Hédibel, chercheuse au CESDIP-CNRS , maîtresse de conférence à l'IUFM du Pas de Calais.

Les raisons de la déscolarisation sont bien souvent à chercher dans une grande solitude familiale et scolaire avec des problèmes de scolarité et psychologiques . Cela traduit une absence de recours sachant que le problème est habituellement constaté au collège par la perturbation que causent les élèves qui se trouvent dans cette situation.

On remarque que le « métier » d'élève est difficile à remplir pour ceux-ci : assiduité, comportement, travail et refus de travail, assistance au cours avec toutes les affaires requises (matériels, livres..), discipline dans la classe, expression, sociabilité...). Bien souvent il y a corrélation entre « mauvais résultats et mauvais comportements ». Ces élèves ne perçoivent bien souvent plus le sens de leur présence à l'école et développent des conduites violentes ; ils interrogent les compétences des enseignants. Les incidents donnent lieu au passage en commission de disciplines, à des exclusions, réaffectations, transfert, reproduction de comportements à problèmes et à une stigmatisation dans l'établissement. Les situations individuelles de ces élèves se doublent de situations familiales difficiles et des caractéristiques propres à la psychologie des adolescents.

Mme Esterle remarque que l'éducation est un droit obligé pour les élèves qui illustre la part de motivation personnelle attendue mais aussi celle de l'obligation.

Pour avoir une action sur ces élèves perturbateurs, il faut les mettre dans un contexte d'actions encadrantes et qualifiantes adaptées .

Mme Annie Bretagnolle, inspectrice de l'Éducation Nationale en Seine et Marne, sur le dispositif de classes-relais.

C'est un dispositif qui vise à réconcilier le jeune sur le plan social et scolaire et qui ne se trouve pas en bons termes avec l'école, qui est en voie de rupture scolaire. Les causes en sont multiples : conflit permanent avec l'établissement, absentéisme et refus scolaires, manque de motivation. L'Éducation Nationale engage alors une action de prévention pour éviter la désobéissance complète et la perte de l'élève, pour redonner le goût d'apprendre et celui des règles de vie collective.

15 jours hors du collège dans le cadre d'une situation de calme et en petit groupe leur permet de s'exprimer par la parole au sein d'une équipe éducative (dont un enseignant spécialisé et un éducateur). Ce temps de rupture est exploité pour permettre la réinsertion dans l'établissement , en réalisant aussi un travail à rendre à l'enseignant de la classe au retour. L'élève peut ainsi « souffler » tout en ayant à répondre à des activités éducatives exigeantes et à travailler son comportement social. Cela lui demande une attention importante. Ce travail avec l'élève peut aller jusqu'à deux mois maximum pour approfondir avec lui les apprentissages et le comportement.

M. Jean-Jacques MOINE, Président de l'APFE (Opération Coup d'Pouce),

L'objectif de cette association qui regroupe 80 communes participantes est de développer une école efficace en luttant contre la statistique des 150 000 enfants et jeunes qui sortent annuellement du système scolaire. C'est de permettre à tout enfant un parcours réussi par une action de prévention très en amont.

A partir d'une expérience réussie dans une commune de récupération de jeunes « insocialisables », un dispositif a été mis en place autour de la lecture, du conte, de l'écriture.

Cette expérience a touché 900 enfants en 2001, 1 600 en 2002, 2 500 en 2003, 3 200 en 2004. Le résultat est de permettre à 6 enfants sur 10 concernés d'être bons lecteurs en fin de CP.

Les animateurs sont rémunérés par la ville et placés sous sa responsabilité avec une formation proposée pour les animateurs.

Corinne Masson, chargée de mission du volet éducation du contrat de ville à la Communauté d'Agglomération de Grenoble.

Mme Masson présente le dispositif de veille éducative développée dans le cadre de l'intercommunalité grenobloise, à partir d'un diagnostic qui intègre le volet prévention et délinquance. Le décrochage scolaire est une question sociale qui interpelle l'insertion professionnelle. Elle révèle un état de souffrance de l'enfant (état psychologique dépressif) et doit se traduire par une réponse à ce dernier et non pas à l'institution qu'est l'école.

Cette action de veille éducative prend en compte trois niveaux : la commune, les niveaux intercommunaux, l'agglomération.

M.Synowiecki, adjoint au maire de Chelles délégué de l'éducation,

A l'issue de son expérience de chef d'établissement d'un collège difficile intégrant une SEGPA, M.Synowiecki remarque que le regard porté sur l'enfant peut changer l'enfant .Cela demande attention et disponibilité et concerne au maximum pour l'action pédagogique 5 enfants à la fois en situation de difficulté et décrochage scolaire.

Il remarque que l'orientation en fin de troisième est un facteur de décrochage par la complexité et par le manque de souplesse constatées dans le choix des spécialisations professionnelles :

- que ce soit sur le plan territorial par la résidence des parents qui détermine le lycée d'affectation.
- ou en raison des modalités de sélection par défaut des filières.

L'orientation telle qu'elle est pratiquée manque ainsi d'évaluation formative.

**Réception à l'Hôtel de Ville
par M. Jean-Paul Planchou,
Maire de la Ville de Chelles**

Jeudi 25 novembre

**Table-ronde « Inégalités sociales
et intégration territoriale »**

Présentation par Élisabeth Saby, conseillère technique, Ville de Saint-Étienne, des résultats de l'enquête ANDEV-Sodexho-JCA Développement¹⁰, concernant le thème de la table-ronde.

Le thème de cette table-ronde renvoie à plus de vingt questions recensées dans l'enquête. On retiendra :

- Que 72% des directeurs considèrent que l'objectif de mixité est souhaitable ;
- Que les actions prioritaires pour les directeurs en matière d'intégration sont de former dans leurs services le personnel municipal ;
 - Dans les écoles et des activités hors temps scolaire, le besoin de favoriser le soutien aux parents ;
- De développer le lien entre politiques éducatives et politiques sociales ;
- Que le lien est à entretenir avec les parents et les élèves les plus fragilisés.

Les conditions à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs relèvent :

- Pour 40 % des directeurs de la revalorisation des établissements scolaires, de la dynamisation de leurs équipes et de leurs projets.
- Mais que pour 38 % d'entre eux la thématique de la mixité ressort de la compétence de l'habitat et pas de la compétence éducative.

Introduction à la table-ronde par Marie Raynal.

La langue est le moyen d'échange premier sans lequel il est difficile de maîtriser sa vie, de partager et participer à la vie de la cité. Cependant de nombreux enfants ou adolescents rencontrent pour des raisons différentes des obstacles dans l'apprentissage de la langue. Les réponses à apporter ne peuvent être seulement scolaires. Cette question mérite d'être posée à tous les adultes qui interviennent dans la vie des enfants ainsi qu'à tous ceux qui organisent leur éducation.

Intervention de Marie Thérèse Geoffroy, directrice de l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI)

Les difficultés d'alphabétisation ne relèvent pas que de considérations techniques mais font référence au capital scolaire initial des parents. Un rapport du CERC sur l'aggravation de la situation de la pauvreté aujourd'hui le rappelle. Cela suppose des formations de base pour les parents éloignés de l'écrit. Bien des actions de formation du CNFPT visent à former les personnels de la fonction publique territoriale à comprendre et à développer des actions de lutte contre l'illettrisme (en particulier avec les bibliothèques. Ces formations sont aussi proposées au personnel de la fonction publique territoriale confronté bien souvent pour certains agents de catégorie C à ces difficultés.

La langue est essentielle non seulement pour l'apprentissage de la lecture-écriture mais parce qu'elle construit aussi des schémas de pensée. Il est tout autant question pour les personnes confrontées à l'illettrisme :

- de langue enseigné
- que de langue d'enseignement.

La demande des parents bien souvent faite vis à vis des associations qui ont développé ces programmes, est de les aider et d'éviter que leurs enfants soient confrontés aux mêmes difficultés. L'illettrisme révèle un problème majeur de communication, de compréhension et de reconnaissance par les autres de la qualité de la personne illettrée, en raison de son handicap avec la langue.

M. Thomas Dubois, directeur de l'URIOPSS

Présentation des activités de l'association.

L'URIOPSS rassemble les associations privées du secteur sanitaire et social et recouvre très largement ce qui relève de l'aide à la personne (petite enfance, enfance, exclusion, personnes âgées...), du droit d'expression des usagers, de l'accès à la culture, à l'éducation et au langage.

Alain Bocquet, directeur de l'Éducation à la Ville de Nanterre,

La langue est un outil pour communiquer, apprendre, échanger. C'est un outil à adapter, changer. Il convient de la prendre ; c'est aussi une maison de pouvoirs ; un levier ou un frein dans les pratiques éducatives partenariales, un outil qui favorise la pensée critique, qui permet l'expression et la réaction. Bien des communes prévoient d'offrir des livres aux enfants (dictionnaire, livre jeunesse, recueil d'écrits et productions d'élèves) parce qu'elles veulent en favoriser le statut et la reconnaissance par les enfants.

Elle est présente dans bien des expressions actuelles (slam, rap...) , au-delà des savoirs scolaires. Elle s'offre en liberté bien souvent dans la (les) poésie que l'on apprend aux enfants.

Table-ronde « Handicaps et souffrances physiques »

Présentation par Elisabeth Saby, conseillère technique , Ville de Saint-Etienne, des résultats de l'enquête ANDEV-Sodexho-JCA Développement¹¹, concernant le thème de la table-ronde.

Les résultats de l'enquête ANDEV sur l'intégration du handicap physique, mental , sensoriel permettent d'apprécier les moyens et les organisations en place. Ils interrogent la répartition des compétences entre les communes et l'Éducation Nationale et ils impliquent qu'une nécessaire clarification ait lieu :

- 46 % des communes sont concernées par moins de dix enfants handicapés, 42% de 10 à 100 enfants handicapés, 3% plus de 100 enfants handicapés, 4% ne sont pas concernées ;
- 13 000 enfants ne trouvent pas de place en 2003 selon l'Éducation Nationale faute de dispositifs d'accueil et de personnel formés, avec un taux de déscolarisation qui s'accroît ;
- 75 % des directeurs déclarent ne pas bénéficier d'un nombre suffisant d'auxiliaires d'intégration et d'assistants d'éducation ;
- 15% ont mis en place des moyens propres avec des auxiliaires d'intégration municipaux, 23% ne le font pas faute de crédits et 58% considèrent que ce n'est pas à la commune de le faire ;
- Les directeurs s'appuient sur leurs ressources internes ou sur les acteurs locaux (associations de quartier, conseil d'école, commission d'éducation spécialisée) et peu sur les partenaires du secteur social et hospitalier ; très peu également les dispositifs nationaux comme Handiscol.

Introduction à la table-ronde par Marie Raynal,

La prise en compte des handicaps physiques ou mentaux des enfants ou des jeunes, dans leur scolarité et dans leur vie quotidienne nécessite des changements structurels mais aussi une prise de conscience collective de leurs souffrances et de leurs difficultés.

Présentation par Mme Nathalie Emo, directrice du centre de ressources enfance handicapé de la ville de Paris, de l'action développée par la Direction des Affaires Scolaires de la Ville de Paris sur le thème « Apprendre à enseigner le handicap » .

Présentation par Mme Élisabeth Dabera, une enseignante spécialisée sur l'enfance handicapée, de l'action mise en œuvre à Chelles pour un séjour de classe de mer organisé pour une classe d'enfants handicapés.

Le handicap ne se voit pas forcément et il constitue un désavantage social.

Le séjour a concerné différents enfants :

- Enfants handicapés,
- Enfants d'une ZEP,
- Collaboration d'un enseignant du Conservatoire de musique.

Présentation par Mme Florin, représentante de la sauvegarde du nord du dispositif roubaisien d'éducation (DIRE) pour enfants ayant des problèmes de comportement, retard mental léger et troubles de la personnalité .

Présentation de l'action de l'UNAPEL.

Présentation par Mme Nadine Champeau, secrétaire de la CDES de l'Inspection Académique de Seine et Marne, des actions qui visent aujourd'hui à maintenir l'enfant handicapé à l'école et à ne plus proposer comme il y a cinq ans le placement systématique en institution, ceci grâce à un partenariat particulièrement développé avec l'ensemble des acteurs du dispositif.

Intervention de M. Frédéric Bourcier, maire-adjoint délégué à l'Éducation à la Ville de Rennes, président du réseau français des villes éducatrices.

Remerciement à Francis Oudot pour sa présidence à la tête de l'ANDEV durant douze ans qui aura marqué le débat éducatif dans le pays. On mesure aujourd'hui tout son apport sur ces questions.

L'assemblée générale des villes éducatrices a eu lieu dernièrement à Grenoble.

Les préoccupations du réseau des villes éducatrices se rapprochent de celles de l'ANDEV. Ce réseau s'appuie sur les travaux de sociologues comme Dominique Glasmann qui analyse l'intégration en France comme la construction d'un pacte républicain. Il y a toutefois un écart entre le désir d'intégrer et l'intégration elle-même car « l'assimilation volontaire » ne va pas de soi alors que l'on constate la stigmatisation des stratégies d'évitement et des ghettos. Cette question interpelle de fait la politique sociale

De quelles solutions et de quels moyens d'action disposent les villes ?

- Un besoin de formation sur ces questions,
- Un cadre pour exprimer des objectifs et des politiques,
- La nécessité de la transversalité même si elle est fatigante et contradictoire.

Les Ateliers de l'ANDEV

Les ateliers ont été organisés le jeudi 25 novembre de 15 h à 17 h et ont fait l'objet d'une restitution le vendredi 26 novembre de 9 h à 10 h 30.

Atelier A des approches différenciées pour une meilleure intégration

Atelier animé par Alain Thirel, coordinateur enfance , jeunesse, PEL à la Ville de Lille.

Quelles approches sont à développer pour une meilleure intégration :

- une approche collective (accompagnement scolaire, pratiques culturelles et sportives, technologiques),
- une approche individualisée (soutien scolaire, aide aux devoirs, veille éducative, accès au réseau d'aide),
- une approche spécifique/adaptée (accueil des gens du voyage, PAI) ?

La participation des directeurs à cet atelier a montré prioritairement :

- le souci d'une approche individuelle par la spécialisation, avec une grande attention portée à ce qui constitue le lien social,
- le manque de transversalité entre les services municipaux qui est indispensable cependant pour viser une approche globale de l'intégration sachant que celle-ci est un acte politique avant d'être la mise en œuvre de dispositifs,
- différents modes d'approche (population majoritaire/minoritaire),
- le besoin d'évaluer les dispositifs spécifiques.

Pour Alain Thirel, l'ensemble de ces préoccupations a démontré la nécessité de mettre en œuvre une politique de proximité en étant attentifs à la parole des publics pour « penser le local et non pas panser le local ».

Atelier B L'intégration : des moyens adaptés et multiples

Atelier animé par Claudine Paillard, directrice de l'Éducation à la Ville de Rennes.

Restitution de l'atelier faite par Patrice David, directeur de l'Éducation et de la Jeunesse à la Ville de Montbéliard.

La réflexion s'est organisée autour :

- de l'aménagement et de la cohérence des temps (projets éducatifs locaux, bureau des temps, aménagement du temps de l'enfant),
- de l'aménagement et l'équipement des espaces : locaux, matériels, mobiliers, structures ouvertes et accessibles aux pratiques et aux publics diversifiés,
- de l'aménagement des métiers et des compétences,
- de la formation et des missions des personnels d'éducation (enseignants, ATSEM, auxiliaires de vie scolaire, éducateurs, professeurs de musique et d'art) ainsi que des métiers médicaux et sociaux.

Plutôt que d'aborder la question en termes de moyens supplémentaires, il s'est agi :

- d'apprécier les moyens qualitatifs et quantitatifs disponibles, ceci montre le besoin d'actions de formation ainsi qu'une approche dynamique des ressources humaines,
- de prendre en compte les interrogations posées concernant le statut des auxiliaires de vie scolaire et des agents sociaux,
- de développer une stratégie de pilotage global du système,
- de penser les espaces et les aménagements,
- d'apprécier en quoi certains dispositifs comme le CLAS « allègent » les problèmes posés sur le terrain,
- d'étudier les cas précis de formalisation des CEL dont certains visent à mettre en place des conventions école par école,
- d'approfondir le lien entre travailleurs sociaux et personnels de l'éducation.

Il a été à nouveau fait allusion au besoin d'organiser des Assises locales de l'éducation :

- pour évoquer la légitimité de chaque partenaire, la concertation, le plan opérationnel à mettre en œuvre ;
- pour poser la réalité de la différence entre les acteurs.

Atelier C. « L'intégration : le défi de la parenté, parentalité ».

Atelier animé par Corinne Masson, chargée de mission pour le volet éducation du contrat de ville à la Communauté d'Agglomération de Grenoble

La réflexion s'est organisée autour des thématiques suivantes :

- les parents sont-ils des alliés ou ennemis, des éducateurs ou co-éducateurs,
- les familles face aux difficultés d'intégration et l'évaluation des réseaux d'écoute et d'aide aux parents, les actions de soutien à la parentalité,
- l'intégration précoce. Y a-t-il une troisième voie entre accueil collectif et scolarisation,
- la rupture culturelle et identitaire est-elle facteur d'intégration, de médiation ou de coercition.

L'atelier a abordé assez globalement la place occupée par les parents dans le système éducatif. On a cité l'exemple de la Ville de Toulouse dans laquelle la famille est un enjeu politique fort.

Il a été question :

- des Réseaux d'aide et d'écoute à la parentalité (REAP), exemple de Roubaix,
- des actions prioritaires de médiation et soutien aux parents,
- de la différence entre les profils de famille accueillies,
- des rythmes de vie et du positionnement social des parents quand tous les deux travaillent ,
- des familles en souffrance,
- des croisements de diagnostic opérés entre institutions (CAF, Conseil Général),
- de la famille reconnue comme partenaire, actrice et auteur en matière d'éducation,
- des expériences développées dans le cadre des « tables d'hôte », de la manière dont les conseils de quartier et conseils d'habitants sont concernés par les politiques éducatives,
- de la mise en réseau nécessaire des expériences communales.

Pour Corinne Masson, il apparaît important de partir de la relation aux familles pour créer du lien avec les habitants dans le respect des familles, à partir de l'offre de services qui leur est faite.

Conclusion du colloque par Francis Oudot

Le choix du thème de l'intégration était un objectif ambitieux en 2004. Il se situe à un moment clef de l'évolution de l'ANDEV. Il y a cinq ans, cette question avait été partiellement évoquée en terme de mise en perspective, de dispositifs à mettre en place.

A présent, le questionnement, dont fait état le colloque de Chelles, montre que l'on se trouve face à un consensus de l'ensemble des acteurs éducatifs sur ce qui apparaît comme un blocage de la société face à la mise en œuvre effective d'une intégration « systématique », alors que les mesures réglementaires et les dispositifs institutionnels sont en place.

Il est difficile de se satisfaire de ce bilan en demi-teinte, au moment même où la décentralisation se poursuit et que l'action publique veut se positionner au plus près de l'action des citoyens.

C'est pourquoi F. Oudot engage l'ANDEV à être vigilante, à enrichir le débat et à développer « une impertinence institutionnelle », pour ne pas se satisfaire de ce constat et interroger fermement les politiques publiques sur la politique d'intégration telles qu'elles sont mises en œuvre à ce jour.

Assemblée générale de l'ANDEV

Rapport financier présenté par Michel Bayet, trésorier de l'association et directeur de l'Éducation à la Ville de Chelles¹².

Le budget de l'association est de 75 770 euros. Il intègre une subvention de la DIV de 10 000 euros et un mécénat des entreprises de 18 000 euros.

La cotisation annuelle de chaque membre est de 20 euros. Au delà de l'adhésion, c'est un effort personnel et une démarche volontaire qui est attendue de tous,

- pour une mobilisation de l'ensemble des membres sur les questions d'actualité,
- pour rendre efficace le fonctionnement et le rayonnement de l'ANDEV.

En retour de cette cotisation, c'est une plus-value professionnelle qui est apportée à chacun des membres et, à travers eux, aux collectivités au service desquelles ils oeuvrent.

Rapport d'activité **Chelles, vendredi 26 Novembre 2004**

L'année 2004 s'inscrit dans la continuité de la croissance de l'activité générale de l'association, tant au plan national qu'au plan régional.

La Commission Permanente qui a impulsé et accompagné ce mouvement, s'est réunie onze fois durant l'année 2003/2004 à Paris, soit dans les locaux de la direction des affaires scolaires de la ville de Paris soit, pour les dernières réunions, au siège de la caisse des dépôts et consignations. Ses membres (entre 12 et 20 présents à chaque réunion), ont piloté l'ensemble des grands projets de l'association, tant au plan de l'activité, que des engagements financiers (colloque national, site internet...). Ils ont également participé aux réflexions, analyses et enquêtes présentées dans « La Communale » et sur le site Internet.

Les réseaux régionaux les plus actifs ont prit leur « vitesse de croisière », mais des régions ne sont encore (momentanément) pas ou peu couvertes (en particulier dans le sud de la France).

L'activité de formation, en particulier avec les ENACT et les délégations petite et grande couronnes du CNFPT, s'est structurée mais doit faire appel à de nouveaux membres de l'Andev pour élargir le « cercle des formateurs » et ce, grâce à la mise en place d'une « base méthodologique » en cours de réalisation.

Le site internet www.andev.com.fr est un vecteur de communication désormais connu et efficace. Pourtant le poids de son animation et de sa mise à jour appelle à redéfinir la répartition des charges au sein de la commission permanente.

Les partenariats « privés » dorénavant inscrits dans la continuité (à la différence des financements publics) se sont poursuivis, en particulier avec notre premier partenaire, la société **Delagrave**, ainsi qu'avec la

Sodexho qui a soutenu, financé et permis la réalisation et la publication de l'enquête sur « l'intégration des enfants par l'éducation » dont les résultats ont été présentés à l'occasion des deux précédentes journées du colloques de Chelles sur « l'intégration dans tous ses états ».

Un nouveau partenariat est né, qui s'est plus particulièrement concrétisé lors de ce colloque : Le **Scérén-CNDP** et l'Andev ont largement collaboré pour l'organisation du colloque, mais ce partenariat a également pris la forme d'une rubrique spécialisée « publication du Scérén-CNDP » dans « la communale », d'article de l'andev dans la revue « diversité », et de la publication (en co-édition Scérén-CNDP/**INJEP** des deux ouvrages « Le guide de l'éducation » et « Le dictionnaire de l'Éducation » (n°9 et 10 de Diversité) signés par le Président de l'Andev.

La vie institutionnelle : L'année 2003/2004 a été marquée par une activité très forte au plan institutionnel, à travers de nombreux échanges avec le ministère de l'éducation nationale, et avec l'association des Maires de France, en particulier sur les thèmes :

- De la deuxième vague de décentralisation
- De la mise en place par le MEN d'un système de gestion informatisée des élèves et des écoles du premier degré
- Du statut et du fonctionnement de l'école (publique et privée)
- Des projets-contrats et territoires éducatifs...

Les contacts et les échanges avec le réseau Français des villes éducatrices et les grandes associations d'éducation populaire ont été également nombreux et constructifs.

La réflexion sur la professionnalisation des métiers de l'éducation dans la fonction publique territoriale s'est heurtée de plein fouet au « syndrome » du transfert des TOS de l'État vers les collectivités locales. Coté CNFPT, le pôle de ressources des métiers « éducation enfance jeunesse » est toujours en sommeil, ce qui a amené l'Andev à prendre l'initiative de proposer un « référentiel des métiers territoriaux de l'éducation ». Par ailleurs, l'Andev a établi des contacts fructueux avec des collègues de conseils généraux pour accueillir en son sein l'amorce d'un réseau des « **directeurs de l'éducation des départements** ».

Elle a également accepté le principe d'accompagner, toujours en son sein, un réseau des « **coordonnateurs de PEL** ».

L'association a aussi établi des contacts avec le réseau des « coordonnateurs de veille éducative » et envisage d'ouvrir un **espace « veille éducative »** à son intention sur le site internet de l'andev.

Pourtant, après l'avoir prédit lors des deux dernières assemblées générales, l'association est confrontée à la nécessité d'une réforme progressive, mais en profondeur, de sa structuration :

La revue « la communale » a du prendre un rythme de parution plus large (un numéro par trimestre), le travail de rédaction et de composition étant trop important au regard des moyens artisanaux dont bénéficie l'association (et sans aucune commune mesure avec la « portée » de la publication).

Plus généralement, **le niveau et la qualité de ses activités sont désormais en total décalage avec les faibles moyens financiers dont elle est dotée, ainsi qu'avec la précarité d'une organisation qui converge vers un Président dépourvu de toute structure permanente d'appui.** Devenue un acteur à part entière de l'action publique en matière d'éducation, l'Andev a atteint, et même largement dépassé, ce que l'on peut attendre d'une association dont l'activité repose sur le seul engagement de ses membres, fussent-ils cadres éducatifs territoriaux.

Une nouvelle aire s'ouvre donc pour l'Andev et, avec l'arrivée d'un nouveau bureau et d'un nouveau Président, 2005 sera une année de la plus haute importance pour **mettre en place, progressivement, la stratégie, la structuration, des moyens pérennes, un mode de fonctionnement, indispensables à la poursuite des objectifs et des actions de l'Association.**

Cela passe notamment par **des évolutions statutaires** qui prennent en compte l'ouverture de l'association et l'évolution de son fonctionnement actuel et celles à intervenir dans son proche avenir.

- Je vous propose donc de voter les modifications statutaires qui vous sont proposées par le bureau national.

- J'en appelle enfin à l'implication de tous pour œuvrer aux côtés de l'équipe dirigeante de l'association et vous invite à procéder à l'élection du nouveau bureau national.

Intervention de Jean Michel Grenier, vice-président de l'ANDEV et directeur de l'Éducation à la Ville de Dijon, qui adresse ses remerciements à Francis Oudot et fait procéder à l'élection du bureau et de la commission permanente :

Nouvelle commission permanente de l'ANDEV

Président : Claudine Paillard (Rennes) ; vice-présidents : Jean-Michel Grenier (Dijon) et Alain Bocquet (Nanterre) ; chargé du budget et des finances : Michel Bayet (Chelles), assisté d'Ornella Del Giudice (Reims) ; organisation du colloque 2005 : Bernard Magnan (Aix-en-Provence) ; comité scientifique : Marie-Christine Portet-Salomon (Perpignan), Élisabeth Saby (Saint-Étienne) et Marie Raynal (Scérén) ; développement internet : Patrice David (Montbéliard) ; formation : Nicolas Debucquet (Cholet) et Josette Forel (Besançon).

Intervention de Claudine Paillard, secrétariat national de l'association et directrice de l'éducation à la Ville de Rennes,

Remerciement à Francis Oudot pour son action durant ces douze années et son investissement, comme pour sa capacité à faire réfléchir et rebondir la commission permanente, à partir des problématiques apportées par les membres.

L'ANDEV s'est affirmée par le partage de valeurs fortes, le sens de la mobilisation associative comme celui de l'action publique et politique. Elles sont à présent inscrites durablement dans la conduite et dans la logique de l'association.

Rédaction

ANDEV - 3, boulevard Désaubeau
51100 REIMS

Directeur de la publication

Francis OUDOT

Comité de rédaction

Claudine Paillard, Élisabeth Saby, Jean-Michel Grenier,
Alain Bocquet, Michel Bayet, Francis Oudot

Secrétaire de rédaction et composition

Sandrine Michel

Imprimeur

Atelier de Reprographie de la Ville de Reims

Éditeur

ANDEV - Hôtel de Ville - 51096 Reims Cedex
Tél : 03.26.77.76.24
Fax ! 03.26.77.76.52

Tirage

1 000 exemplaires

Date de parution

Janvier 2005